



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 018 • 3^e SESSION • 40^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mercredi 5 mai 2010

—
Président

M. Larry Miller

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mercredi 5 mai 2010

• (1530)

[Traduction]

Le président (M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC)): Je déclare que la séance est ouverte.

Un jour comme aujourd'hui, je me sens avant tout un agriculteur et j'aimerais mieux être dehors qu'ici, mais nous n'avons pas le choix, nous avons un travail à faire.

Nous avons le plaisir de recevoir aujourd'hui les représentants du Conseil des 4-H du Canada dans le cadre de notre étude actuelle sur les jeunes agriculteurs et l'avenir de l'agriculture.

Merci d'être venus ici aujourd'hui, surtout sans préavis. Si je comprends bien, les deux jeunes femmes qui sont devant nous sont membres des 4-H. Je faisais partie des 4-H lorsque mes enfants étaient jeunes et je connais donc l'importance de cette organisation et ce qu'elle signifie pour le développement. Je vous remercie donc à nouveau d'être venus.

Monsieur Nowosad, je vais vous donner la parole.

M. Mike Nowosad (chef de la direction, Conseil de 4-H du Canada): Merci, monsieur le président.

Je remercie cette assemblée de permettre aujourd'hui au programme des 4-H du Canada de lui donner son point de vue concernant les jeunes agriculteurs et l'avenir de l'agriculture.

Nous avons 10 minutes pour faire notre exposé, mais ceux qui sont familiers avec les 4-H et qui connaissent l'art de parler en public savent qu'il est bien difficile d'arrêter nos membres une fois qu'ils ont pris la parole. Nous nous efforcerons toutefois de respecter le temps qui nous est imparti.

Je vais commencer par vous présenter mes collègues, qui prennent part à l'exposé d'aujourd'hui.

Ashley Knapton est membre des 4-H. Elle nous vient d'Almonte, en Ontario. Son exploitation laitière familiale a débuté il y a six ans et compte 20 vaches laitières Holstein de pure race.

Certains d'entre vous vont peut-être penser que l'industrie laitière est privilégiée au sein de notre organisation puisque j'ai aussi à mes côtés Gillian MacDougall. Elle est actuellement membre des 4-H et vice-présidente de son conseil québécois. Elle est aussi vice-présidente du comité consultatif sur la jeunesse au sein du Conseil des 4-H du Canada et elle partage actuellement son temps entre ses études universitaires et son travail au service de l'exploitation laitière familiale près de Ormstown, au Québec. D'ailleurs, avant que l'on me pose des questions, je vous précise que l'on y élève des vaches Holstein et Jersey.

À la droite de Gillian, vous avez Ken Lancaster. Ken est le directeur des communications et du marketing du Conseil des 4-H du Canada.

Nous avons été invités à témoigner vendredi et nous avons donc pris l'avis de nos collègues dans l'ensemble du pays. Ce que nous

avons à vous communiquer représente l'opinion d'un certain nombre d'intervenants à l'échelle du pays. Il s'agit des membres, des dirigeants, des commanditaires et d'un certain nombre d'amis du Conseil des 4-H. C'est un échantillon finalement assez représentatif de notre milieu.

Je vais maintenant donner la parole à Ken Lancaster, qui va vous dire quelques mots des 4-H.

M. Ken Lancaster (directeur des communications et du marketing, Conseil de 4-H du Canada): Je vous remercie tous de nous accueillir aujourd'hui.

4-H est l'une des principales organisations de formation des jeunes et elle compte à l'échelle du Canada plus de 26 000 membres âgés de cinq à 21 ans. Le programme des 4-H proprement dit, comme vous êtes certainement nombreux à le savoir, a vu le jour aux États-Unis à la fin du XIX^e siècle. S'efforçant d'enseigner des méthodes d'exploitation agricole nouvelles et novatrices, les agents de formation universitaire se sont adressés aux jeunes pour assurer à l'avenir la croissance et le développement de l'industrie agricole.

Au Canada, le programme des 4-H a débuté à Roland, au Manitoba, en 1913, et depuis lors plus de 2 millions de jeunes Canadiens y ont pris part. Depuis près d'un siècle, le programme des 4-H est fier d'avoir formé tout un corps de dirigeants canadiens dans les secteurs agricoles et non agricoles.

Le Conseil des 4-H du Canada, que nous représentons, a entrepris en 1933 de superviser le programme des 4-H au Canada. En notre qualité, nous nous sommes efforcés de souligner l'importance du programme des 4-H et de faire en sorte que ses membres tirent le meilleur parti de leur participation.

Lors d'une étude récente entreprise auprès des élèves du programme des 4-H il y a environ quatre ans, nous avons fait d'importantes constatations, à savoir que 40 p. 100 de l'ensemble des élèves du programme ont actuellement un travail se rapportant à l'agriculture; que 82 p. 100 des élèves ayant poursuivi leurs études après le secondaire, soit 22 p. 100 de ceux qui ont fait l'objet de l'enquête, cultivent ou font pousser des produits agricoles; qu'au total, 31 p. 100 des élèves des 4-H ont un diplôme équivalent ou supérieur à la licence, contre 18 p. 100 pour l'ensemble de la population canadienne en 2006; enfin, que 43 p. 100 des élèves des 4-H ont un revenu familial situé entre 50 000 \$ et 99 000 \$, contre 32 p. 100 pour l'ensemble de la population canadienne en 2006. Il y avait en outre 16 p. 100 des élèves dont le revenu familial était d'au moins 100 000 \$.

Nous sommes très fiers de ces statistiques. Il est bien évident que le programme 4-H joue un rôle essentiel en formant les futurs dirigeants de notre agriculture.

M. Mike Nowosad: Je vais maintenant donner la parole à Ashley. Elle vous dira quelques mots de son expérience au sein du programme des 4-H ainsi que de son histoire familiale et de son entrée dans le secteur agricole.

Mme Ashley Knapton (Conseil de 4-H du Canada): Comme vient de vous le dire Mike, je m'appelle Ashley Knapton. Je suis actuellement en première année d'enseignement agricole à l'Université de Guelph. Voilà 11 ans que je suis membre des 4-H. J'ai pris part à divers projets, depuis la fabrication laitière jusqu'à la participation à des jurys laitiers en passant par l'artisanat ou les clubs d'élevage de lapins. Par l'intermédiaire des 4-H, j'ai eu la possibilité de participer à divers colloques et camps de formation des cadres agricoles, ce qui m'a aidé à obtenir mon emploi actuel. Je travaille actuellement en tant qu'assistante en agronomie. Je m'occupe du secteur des cultures agricoles et je me déplace dans les champs pour assurer le contrôle des cultures et des mauvaises herbes.

Ma famille s'est lancée dans l'exploitation laitière il y a un peu plus de six ans. Il nous a fallu 10 ans pour acheter notre quota. Mes parents faisaient la commercialisation de la crème lorsqu'ils se sont mariés et une fois le quota de crème disparu, ils ont décidé de se lancer dans l'exploitation laitière. Toutefois, étant donné le coût des quotas et l'importance des autres frais de démarrage — réaménagement d'une ferme, achat de bêtes de qualité — ils ont dû attendre plus de 10 ans. Nous avons finalement trouvé l'argent et nous avons acheté un quota de 12 kilos. Nous en avons maintenant 16,5 et nous aimerions passer à 20, mais malheureusement, étant donné les prêts que nous avons à l'heure actuelle au titre de notre quota, nous sommes dans l'incapacité de le faire.

L'entreprise a été ardue — mes parents continuent à travailler à l'extérieur de la ferme — mais je pense que ça en valait la peine.

M. Mike Nowosad: Voilà un intéressant commentaire de la part d'Ashley — je ne l'avais jamais rencontrée avant cet après-midi — puisque ses parents n'ont pas pu acheter leur quota avant d'avoir... quel âge, 38 ou 39 ans ?

Mme Ashley Knapton: En effet.

M. Mile Nowosad: Ce sont donc pour vous de nouveaux agriculteurs, ce qui est assez intéressant.

Je vais maintenant donner la parole à Gillian, qui va évoquer son passé familial. Par ailleurs, Gillian est membre du Comité consultatif sur la jeunesse et elle va vous dire quelques mots de son travail de formation auprès des jeunes et de ce que fait la jeunesse actuelle, plus précisément la génération Y.

Gillian, vous avez la parole.

Mme Gillian MacDougall (vice-présidente, Comité consultatif sur la jeunesse, Conseil de 4-H du Canada): Mon nom est Gillian. J'ai grandi dans une exploitation agricole. Nous avons des vaches Jersey dans le sud-ouest du Québec. Je viens d'Ormstown. Je suis la quatrième d'une famille de cinq enfants dont un seul va se retrouver dans l'agriculture. Mon petit frère est encore à l'école secondaire, c'est donc encore possible dans son cas, mais c'est peu probable. Voilà donc le résultat, sur cinq enfants, un seul fera de l'agriculture.

J'ai donc grandi dans une exploitation laitière et mes deux parents travaillent à plein temps dans la ferme. J'ai choisi de ne pas faire de l'agriculture en partie parce que j'ai vu faire mes parents; c'est beaucoup de travail, un travail à plein temps. Mon père ne se repose pas en fin de semaine, il n'a jamais de congés. Il lui faut aller à l'étable en soirée pour veiller sur les vaches et faire différents menus travaux. C'est un travail à plein temps. Ce n'est pas ce qui me tente.

Toutefois l'été dernier, et encore cet été, j'ai travaillé au Musée de l'agriculture tout à côté du lac Dow. J'ai eu ainsi la chance — grâce à l'expérience tirée du programme des 4-H — de parler d'agriculture avec d'autres gens. C'est donc le programme des 4-H qui m'a fait voir

l'agriculture de toute autre manière que celle de l'élevage de vaches Jersey dans l'exploitation de mes parents. Cela m'a ouvert toutes sortes de perspectives.

J'ai grandi au milieu des vaches laitières, surtout des Jerseys. Je me suis aussi occupée de Brunes des Alpes un été. Mais j'ai aussi fait des danses carrées, participé à des jurys, pris la parole en public, appris à être autonome, fait de l'artisanat — toutes sortes de choses de ce type.

Au niveau provincial, le programme des 4-H m'a offert de nombreuses possibilités, y compris celle d'aller voir différents types d'agriculture dans ma région et dans tout le Québec. Le Québec s'est doté d'un circuit d'agriculture novatrice. Les manifestations sont organisées chaque année dans différentes régions et l'on y voit bien des choses. Il y a des exploitations laitières, certaines avec des brebis, des stations d'épreuves des taureaux, des élevages d'alpagas. On y fait connaissance avec nombre de choses qu'on ne voit pas normalement et l'on y rencontre par ailleurs des personnes d'origines différentes, qui se retrouvent toutes dans le domaine de l'agriculture. Cela permet véritablement de s'ouvrir l'esprit et de voir tout ce qu'on peut faire.

L'organisation des 4-H du Québec organise des rassemblements. On peut y voir tous les projets des 4-H, que ce soit en agriculture ou pour ce qui est de l'initiation à la vie quotidienne. Là encore, tous les membres se familiarisent avec toutes les bêtes — les chevaux, les vaches laitières, etc. C'est une bonne chose, parce que dans ma région, il y a surtout des vaches laitières, mais lors des rassemblements chaque été au niveau provincial on a la possibilité de voir les animaux de boucherie, les chevaux, les lapins, etc.

Nous rassemblons aussi en fin de semaine les membres les plus âgés, de 16 à 21 ans. C'est quelque chose de très spécial, une sorte de remerciement. Nous cherchons aussi à faire venir des orateurs venant évoquer les différents types d'exploitations agricoles, les différentes possibilités, les différents emplois. Nous nous efforçons de ne pas parler uniquement des impératifs de la traite quotidienne dans nos exploitations laitières. Le programme 4-H donne vraiment aux jeunes la possibilité de se familiariser avec les différents types d'exploitations agricoles.

Il y a des programmes nationaux qui viennent s'ajouter à tout cela. Nous organisons des échanges entre les provinces pour les jeunes. J'ai eu la chance d'aller passer une semaine dans un élevage de bovins en Saskatchewan, ce qui m'a familiarisé avec un autre type d'agriculture. Il y a aussi les échanges Garfield Weston avec le Royaume-Uni. Ma famille a reçu un stagiaire du Royaume-Uni, qui nous a appris ce que l'on faisait dans ce pays en matière d'agriculture et les différentes possibilités qui s'offrent.

J'aimerais évoquer rapidement l'exposé que nous avons présenté l'année dernière en tant que Comité consultatif sur la jeunesse. Nous nous sommes penchés sur l'organisation 4-H et sur ce que devenaient ses membres. Nous avons quelques difficultés à retenir certains des membres les plus âgés. Nous voulons faire en sorte qu'ils continuent à s'intéresser à nos travaux et nous efforcer de comprendre ce qui différencie ceux qui font partie du programme 4-H et ceux qui n'en font pas partie, et pour quelles raisons ces derniers restent à l'écart.

Mais la plupart de ces gens... et c'est aussi ce que l'on peut prévoir aujourd'hui pour les jeunes agriculteurs. Vous parlez de l'avenir de l'agriculture. De manière générale, ce sont ceux qui sont nés entre les années 1980 et la fin du millénaire. Les gens de ce groupe d'âge vont entrer dans le secteur de l'agriculture dans les 10 prochaines années.

Évidemment, bien des choses ont changé pour cette génération — les techniques, la démographie canadienne et une meilleure prise de conscience des questions d'environnement et de développement durable. L'écologie est très à la mode et on parle aujourd'hui de recyclage dans les écoles et de régimes alimentaires s'accompagnant de 10 milles de course. Les produits organiques sont partout de nos jours. Sur tous les rayons dans nos épiceries on voit des produits étiquetés « organiques ». C'est ce que vont acheter aujourd'hui les consommateurs lorsqu'ils ne connaissent pas la différence entre un produit organique et un produit qui ne l'est pas.

Nous sommes obsédés par les communications. C'est la grande mode. Que ce soit par l'intermédiaire de Facebook, de Twitter, du courrier électronique, des téléphones cellulaires ou de MSN, nous ne manquons pas de moyens de nous brancher les uns sur les autres.

Je sais que nombre des activités du programme des 4-H du Québec sont sur Facebook pour que les gens sachent ce qui se passe, parce que nous savons que nos membres sont raccordés à ces sites. Nous essayons de faire venir les gens en mettant des photos et différentes informations sur ces sites parce que nous sommes conscients que bien des jeunes les utilisent.

En ce qui a trait à la démographie actuelle, de manière générale, les personnes qui entrent dans le secteur de l'agriculture ont été élevées dans des fermes. Elles ont une formation agricole et elles proviennent donc du milieu de l'agriculture; elles y ont leurs parents et leur famille. C'est la principale caractéristique. Ceux qui entrent dans le secteur de l'agriculture sont ceux qui en viennent.

• (1535)

Quant à ceux qui ne font pas de l'agriculture, de manière générale ils ne considèrent pas que ce soit là un métier gratifiant. D'une certaine façon, ce n'est d'ailleurs pas le cas. On n'a généralement pas de fins de semaine, il faut prendre soin des vaches et accomplir différentes tâches de cet ordre. Ils ne pensent pas pouvoir gagner de l'argent, ce qui est vraiment important. Ils estiment ne pas comprendre suffisamment l'agriculture pour pouvoir s'impliquer. C'est justement l'un des rôles clés du programme des 4-H.

Le président: Gillian, pourriez-vous ralentir un peu pour les interprètes?

Mme Gillian MacDougall: Excusez-moi.

Le président: Ce n'est rien.

Mme Gillian MacDougall: Que vous veniez d'une exploitation agricole, de la campagne ou de la ville; tout le monde peut faire partie des 4-H et se renseigner sur l'agriculture. On peut faire partie d'un club sur les veaux ou autre. On apprend à se familiariser avec l'agriculture et à s'y connaître.

Pour inciter les jeunes à entrer dans l'agriculture, on peut les enrôler dans le programme des 4-H — c'est très important — et leur indiquer par ailleurs les différents débouchés. Si vous faites connaître aux gens les différents emplois disponibles dans l'agriculture, tous les postes qu'ils peuvent occuper en dehors des exploitations agricoles, ils seront davantage intéressés. Ils acquièrent par ailleurs de l'expérience.

Il faut par ailleurs promouvoir l'importance de l'agriculture. Certaines personnes n'en comprennent pas l'importance parce qu'elles ne s'approvisionnent tout simplement pas dans les exploitations agricoles. Elles vont au magasin acheter leurs produits alimentaires. Il est donc important de promouvoir ce secteur comme mode de vie.

Il y a plusieurs façons de retenir les jeunes dans l'agriculture. Il convient d'apporter un appui aux nouveaux arrivés et aux jeunes

agriculteurs pour ne pas compter que sur les récents diplômés en agriculture; il y a aussi des gens qui changent de vie et laissent leur emploi pour devenir agriculteurs.

Il importe aussi de promouvoir l'agriculture en tant que domaine d'études universitaires. Il faut donner aux gens les connaissances et les outils leur permettant de réussir dans l'agriculture. Il faut qu'ils puissent apprendre de nouvelles méthodes et les différents moyens de devenir agriculteurs, de gagner de l'argent et de réussir. Sinon, les gens vont essayer, échouer et abandonner, ou encore s'abstenir parce qu'ils ne savent pas ce qu'il faut faire.

Il est par ailleurs très important de promouvoir la diversité des carrières dans l'agriculture, et particulièrement en matière de production. Il faut pouvoir parler des différentes tâches. On veut pouvoir parler de production — travailler sur place, élever du bétail, cultiver des denrées, etc. Il est aussi important d'avoir une certaine diversité, en matière de recherche, par exemple, et différentes options, comme la vente.

• (1540)

M. Mike Nowosad: Eh bien! Je me fatigue rien qu'à vous écouter, Gillian.

Je vais terminer en évoquant deux questions. En premier lieu, que peut faire le programme des 4-H pour inciter les jeunes à devenir agriculteurs et, en second lieu, que peut faire de son côté le gouvernement du Canada pour y parvenir? Nous avons certaines propositions à faire aujourd'hui à votre comité.

À l'heure actuelle, le programme des 4-H fait face aux mêmes problèmes que l'agriculture en ce sens qu'au lieu d'agriculteurs, ce sont des membres que nous perdons. Nous avons mis en place à cette fin des programmes appuyant directement et indirectement l'objectif de développement des entreprises d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, qui consiste à faire participer davantage les jeunes, les nouveaux arrivants et les membres des premières nations.

Je vais vous donner un ou deux exemples. Je ne sais pas si vous voulez que je vous les expose en détail. Je me contenterai de vous donner le nom des programmes et vous me poserez éventuellement des questions plus tard.

Nous avons ce que l'on appelle le Programme de sensibilisation des jeunes en milieu urbain du Conseil des 4-H du Canada. Comme son nom l'indique, ce programme s'efforce de sensibiliser à l'agriculture les jeunes des centres urbains.

Au cours de l'été 2011, nous allons mettre en place des possibilités de développement d'entreprises dans le cadre du Programme d'encadrement dans les fermes, en partenariat avec les jeunes agriculteurs d'élite du Canada, ce qui permettra à des jeunes s'intéressant à l'agriculture, à la production agricole, de faire un stage de deux semaines dans les exploitations agricoles d'un certain nombre des lauréats du Concours des jeunes agriculteurs d'élite du Canada pour se familiariser avec le travail qui s'y fait.

Nous passons actuellement sur notre site Internet des annonces sur les débouchés offerts dans notre secteur afin d'inciter nos commettants à faire de la publicité concernant les carrières disponibles en agriculture.

Ces trois dernières années, nous avons administré un programme des 4-H pour les Autochtones. Nous nous adressons aussi bien aux jeunes des centres urbains qu'à ceux des communautés autochtones.

Nous avons décidé par ailleurs d'élargir nos partenariats avec les doyens universitaires canadiens en matière d'agriculture et de médecine vétérinaire. Je me suis d'ailleurs adressé à des membres de ce groupe la semaine dernière et nous cherchons à nous associer avec eux. L'Université de Guelph, par exemple, pilote un projet qui permettra d'obtenir un crédit universitaire lorsqu'on devient un animateur du programme des 4-H.

Comme je vous l'ai dit, nous travaillons en partenariat avec le Concours des jeunes agriculteurs d'élite du Canada ainsi qu'avec le Forum des jeunes agriculteurs canadiens.

Nous nous considérons un peu comme responsables de l'apprentissage des jeunes agriculteurs. Nous pensons que nos membres seront des agriculteurs d'élite ou des membres du Forum des jeunes agriculteurs canadiens.

Vous connaissez la démographie rurale de nos jours. Nous considérons que ce sont les centres urbains qui vont déterminer la croissance du programme des 4-H et de l'agriculture. C'est une priorité pour nous.

Nous aimerions pouvoir élaborer une stratégie nationale pour associer l'agriculture à l'enseignement en classe. Nous considérons qu'il est essentiel de dispenser un enseignement agricole à nos enfants. Comme l'a indiqué Gillian, nous avons besoin de faire appel aux nouvelles techniques pour entrer en communication avec les jeunes. Il est important de pouvoir communiquer avec Twitter, Facebook, etc.

Nous voyons entre autres que des membres comme Ashley et Gillian ont affaire au bétail; ils vont s'occuper de vaches laitières pendant les sept années de leur programme des 4-H. Une fois qu'ils ont 17 ou 18 ans, ils ont passé ce stade. Il nous faut donc mettre en place des programmes de formation pour les membres du programme des 4-H plus âgés sur la façon de lancer une exploitation agricole, de rédiger un projet d'entreprise, de communiquer différentes idées de commercialisation ou de faire venir un spécialiste en mesure d'exposer des progrès techniques, en génomique, par exemple, ou de nouveaux types d'exploitation dans des spécialités comme les cultures maraîchères, la production de viande de boeuf ou de mouton, les productions bioénergétiques, que ce soit avec le chanvre ou le maïs; ou encore des cultures de transition, d'un marché à un autre ou du temps partiel au temps plein. L'essentiel serait d'intégrer une véritable composante commerciale dans tous ces domaines. Il pourrait s'agir de manifestations organisées en semaine, de stages intensifs de deux ou trois jours comportant des ateliers, des colloques, etc.

Je vais maintenant vous dire quelques mots, en partant des conversations que nous avons eues avec nos collègues dans tout le pays, de ce que peut faire le gouvernement du Canada pour attirer les jeunes dans le secteur de la production primaire.

Nous considérons tout d'abord qu'il serait bon de donner une vision claire et nette de l'agriculture canadienne à l'intention de nos jeunes. Les jeunes ont besoin d'avoir un projet qu'ils comprennent, auquel ils peuvent croire et qui est susceptible d'assurer leur avenir. Ce serait une très bonne chose à mon avis que le gouvernement du Canada se dote d'un projet et qu'il motive les jeunes à le mettre en oeuvre avec lui.

• (1545)

Nous devrions pouvoir y parvenir. Regardez ce que l'agriculture canadienne a à offrir: des produits agricoles parmi les meilleurs au monde; des producteurs agricoles parmi les plus intelligents et les plus dévoués; des entreprises de transformation de classe mondiale, même si elles ne sont pas assez nombreuses; un mécanisme de

réglementations respecté partout dans le monde; un environnement naturel parmi les plus purs du monde avec une abondance d'eau et d'air purs; enfin, des terres de production qui font l'envie du monde entier.

On doit véritablement mettre l'accent sur les jeunes, parce que c'est en fait la génération qui va se retrouver sur le terrain. Il faut à mon avis que le gouvernement communique ce projet tout en mettant en place des programmes d'aide aux agriculteurs débutants en faisant appel à de nouvelles techniques de promotion sociale, mais je ne veux pas trop insister sur ce point. Le gouvernement est en mesure de promouvoir différentes composantes du secteur agricole en dehors de la production et de s'assurer que des programmes de formation agricole sont en place pour les jeunes. Les audiences actuelles ont avant tout pour but de parler de production; il y a effectivement la production, mais il y a aussi d'autres secteurs de l'agriculture dans lesquels on a besoin de faire entrer les jeunes.

Le gouvernement peut continuer à dispenser une aide financière aux programmes axés sur la science, la technologie et l'innovation en agriculture. C'est un élément fondamental. Nous ne pouvons rester en arrière en matière de science, de technique et d'innovation.

Le gouvernement peut tirer parti de l'intérêt pour les productions locales dans toutes les régions du Canada, notamment dans les centres urbains. Je lisais aujourd'hui dans l'*Ottawa Citizen* qu'il y avait des gens qui élevaient des poules dans leur cour. La population s'intéresse à la question. Vancouver, je crois, a la plus forte concentration de jardins dans les terrains vagues et sur les toits des maisons au Canada à l'heure actuelle. C'est une chance à saisir et le gouvernement du Canada peut en profiter pour montrer aux jeunes tout l'intérêt que peut présenter l'agriculture considérée comme un métier.

Le gouvernement peut étudier les méthodes et les programmes auxquels ont recours les autres pays pour inciter les jeunes à faire de l'agriculture. Il pourrait les prendre comme modèle et les adapter au Canada. C'est là une proposition qu'a faite l'un de mes collègues anciennement employé au ministère de l'Agriculture. C'est ainsi qu'en Nouvelle-Zélande il existe un programme très remarqué de partage de la production dans les secteurs de l'exploitation laitière et de l'élevage du bétail qui aide nombre de jeunes à s'établir sous la direction des exploitants agricoles en place. Ce n'est là qu'un exemple. Il y en a probablement d'autres dans le monde.

Vous êtes allés dans l'Ouest, et je pense qu'un certain nombre de jeunes agriculteurs et de groupes vous ont parlé des problèmes rencontrés dans cette région. Il y a entre autres les obstacles qui s'opposent à l'entrée dans le secteur agricole, tels que les frais de démarrage et de financement. Ashley ne vous a même pas dit qu'il y a seulement six ans que ses parents ont obtenu leur quota et qu'ils continuent à travailler à plein temps à l'extérieur tout en gérant leur exploitation agricole. C'est un lourd fardeau.

On connaît mal le secteur et les possibilités qu'il offre. Nous pouvons vous aider à en faire prendre conscience.

Sur le plan des successions, le gouvernement pourrait revoir des programmes qui ne tiennent peut-être pas suffisamment compte des besoins de nouveaux arrivants dans le secteur de l'agriculture. Ainsi, la garantie du gouvernement en cas d'achat de terres en vertu des dispositions de la Loi canadienne sur les prêts agricoles est limitée à 15 ans. En évoquant cette question avec l'un de mes collègues, je me suis rendu compte qu'une période de 15 ans n'était peut-être pas suffisante et qu'il fallait éventuellement la porter à 25 ans.

Pour conclure, le secteur canadien de l'agriculture est une composante essentielle de l'économie canadienne. Il représentait 8 p. 100 du PNB canadien en 2005. Il procure un emploi sur huit. Il emploie près de 2,1 millions de personnes. Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a progressé en moyenne de 2,4 p. 100 par an au cours des 10 dernières années.

Parallèlement à cette croissance de notre secteur, il y a des difficultés qui se profilent. Plus précisément, le secteur de l'agriculture a besoin d'attirer et de retenir une nouvelle génération de producteurs, et c'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui. Cette réalité est devenue d'autant plus flagrante que le nombre de producteurs de moins de 35 ans diminue plus rapidement que dans toutes les autres tranches d'âge. Ainsi, entre 2001 et 2006, le nombre d'exploitants agricoles de moins de 35 ans a diminué de 25 p. 100 au Canada. Ce n'est pas une bonne statistique.

Le programme des 4-H du Canada peut jouer un rôle utile et déterminant pour remédier à cette lacune et au besoin de jeunes exploitants agricoles. Les jeunes qui s'intéressent à l'agriculture y voient des possibilités de carrière. Il est possible qu'ils s'y intéressent parce que leurs parents ou leurs grands-parents étaient des exploitants agricoles, mais aujourd'hui un jeune agriculteur est un entrepreneur.

Je ne vais pas demander à ceux d'entre vous qui sont d'anciens membres des 4-H de renouveler leur serment, mais je vous rappelle que les 4-H représentent en anglais la tête, le coeur, la santé et les bras. Il se peut que les jeunes agriculteurs qui s'installent aujourd'hui aient du coeur et des bras, mais il faut aussi qu'ils puissent prendre de saines résolutions dans leur tête en sachant que ce métier a de l'avenir.

Nous avons dépassé le temps qui nous était imparti et il me faut vous remercier de nous avoir donné la possibilité de faire cet exposé.

● (1550)

Le président: Je vous remercie.

Il est bien évident, Ashley et Gillian, que le programme des 4-H vous a aidé à cultiver vos dons d'orateur. Nous apprécions votre venue.

Ashley, notre comité était à l'Université de Guelph lundi; je crois même que nous y avons temporairement perdu un ou deux de nos membres, mais nous les avons retrouvés.

Nous allons maintenant donner la parole à M. Easter, qui disposera de sept minutes.

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Est-ce que c'étaient un ou deux conservateurs qui se sont perdus, monsieur le président ?

Des voix: Oh, oh!

Le président: Non, je dirais...

L'hon. Wayne Easter: Ce n'est pas un libéral qui s'est perdu, j'espère.

Le président: En fait, l'un d'entre eux était le député du coin, de sorte que...

M. Francis Valeriote (Guelph, Lib.): Rien n'est plus beau que de se perdre à Guelph.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Wayne Easter: Bon, je vous remercie d'être venus pour nous faire cet exposé.

Je pense que si vous faisiez un sondage auprès des députés ici, et plus particulièrement de ceux qui représentent des régions rurales, vous constateriez que nombre d'entre eux ont été dans les 4-H. J'en ai

fait partie. Vous nous avez parlé des vaches Jersey; j'étais dans le club des 4-H des Jerseys du North Wiltshire.

Voilà pourquoi, j'imagine, je suis calme et docile, c'est à cause des Jerseys.

Quoi qu'il en soit, il faut féliciter les 4-H pour leurs programmes, qu'il s'agisse de prises de parole en public ou d'organisation d'expositions. Je ne suis pas sûr de l'endroit où se tient actuellement le concours oratoire national, à l'Exposition nationale canadienne...

J'y suis allé trois ou quatre fois, mais pas dernièrement. Est-ce que ça se fait toujours?

M. Mike Nowosad: Nous sommes en fait associés aux Jeunes orateurs canadiens pour l'agriculture. Grâce au financement de l'AFC, nous les aidons à organiser chaque année à la Royal Winter Fair leur concours oratoire public.

L'hon. Wayne Easter: C'est un excellent programme.

Quoi qu'il en soit, notre comité n'a pas manqué lors de sa tournée de relever les fortes préoccupations qui se sont fait entendre concernant l'entrée des jeunes dans le secteur. Vous avez évoqué certaines d'entre elles — vous l'avez tous fait — dans vos interventions.

Un autre facteur qui paraît évident, c'est qu'il faut absolument que ce soit rentable. Les programmes actuels de sécurité des revenus ne donnent pas de bons résultats. Nous avons entendu fortement critiquer le programme Agri-stabilité.

Qu'est-ce qu'il faut faire selon vous au niveau fédéral pour appuyer en soi l'action du programme des 4-H et pour aider l'ensemble des gens, et non pas simplement les jeunes?

Ashley, vous avez évoqué la situation de vos parents. Ils ne sont pas tout jeunes, mais pas vraiment vieux non plus. Ce sont pourtant de nouveaux arrivants dans le secteur.

Que proposez-vous donc dans ce domaine pour aider les gens à s'installer dans ce secteur?

Ma dernière question s'adresse à vous, Mike. Vous avez évoqué un enseignement en classe pour informer à la fois les Canadiens des villes et des campagnes. Quelle pourrait être selon vous la participation du gouvernement fédéral dans ce domaine?

Ce sont là mes trois questions.

● (1555)

M. Mike Nowosad: Sur le premier point, Wayne, concernant ce que pourrait faire le gouvernement du Canada pour aider le Conseil des 4-H du Canada, le dernier accord de subvention, que nous avons signé en octobre, prévoyait une augmentation de 30 p. 100 du financement. C'était là un excellent moyen d'appuyer nos programmes. Je considère qu'il est important de maintenir l'aide apportée par le gouvernement du Canada.

J'ai oublié de vous préciser qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada était un membre fondateur du Conseil des 4-H du Canada. Voilà déjà très longtemps que nous sommes associés de ce point de vue.

Je vais demander à Ashley et à Gillian de vous dire quelques mots de ce que vous pourriez faire en matière de financement. Pour ce qui est toutefois du recrutement et de la nécessité de sensibiliser davantage les gens à l'agriculture, notamment dans les régions urbaines, je considère que le programme des 4-H et Agriculture Canada ont des objectifs communs. C'est indéniable.

En association avec le gouvernement du Canada, nous voulons instaurer de nouvelles méthodes de communication avec les jeunes dans les médias qu'ils utilisent, c'est-à-dire l'informatique. Allez voir aujourd'hui les stands d'Agriculture et Agroalimentaire Canada ainsi que du gouvernement du Canada dans les foires agricoles, toute l'information est livresque. Ce n'est pas là que les jeunes vont aller voir. Pour ce qui est des sites Internet du gouvernement, là encore ce n'est pas une critique négative, il faut évidemment communiquer au moyen de Twitter et de Facebook, par exemple.

Je vais rapidement évoquer l'enseignement agricole en classe. Je passerai ensuite la parole à Ken, qui vous dira quelques mots de ce que pourrait faire le gouvernement du Canada dans les médias pour détecter de nouveaux participants.

Je vais répondre plus précisément à votre question, Wayne, concernant l'enseignement agricole. Nous aimerions d'une manière ou d'une autre être associés au gouvernement du Canada dans le cadre d'un programme fédéral ou national d'enseignement agricole. Nous savons que l'éducation relève des compétences fédérales à l'heure actuelle. Il n'est peut-être pas facile d'empiéter sur les compétences provinciales. Il faut pourtant pouvoir commencer l'enseignement agricole chez les jeunes de cinq, six, sept ou huit ans. C'est très bien fait dans chacune des provinces, mais il faut pouvoir disposer d'une certaine uniformité à l'échelle du pays.

À mesure que nous prenons de l'importance dans les régions urbaines, nous envisageons entre autres l'organisation de cours après l'école. Je vais vous en donner un bon exemple aux États-Unis. Il s'agit d'un club des 4-H dans un quartier de Syracuse, dans l'État de New York.

Les responsables se sont adressés au Culinary Institute of America pour lui demander une recette de sauce. Les jeunes ont fait pousser les produits dont ils avaient besoin pour cette sauce. Ils ont appris ensuite quelques techniques de commercialisation, ce qui leur a permis de vendre cette sauce dans les foires d'automne. La demande a dépassé l'offre. Ce sont là des jeunes de la communauté urbaine de Syracuse qui ne connaissaient rien de l'agriculture. Qu'ont-ils appris? Ils ont appris à cultiver, à commercialiser et à vendre au détail.

Je vous donne peut-être une réponse trop longue à la question que vous m'avez posée.

Ken, je vais vous demander d'évoquer rapidement le problème social des communications. Cela laissera à ces jeunes filles quelques minutes pour réfléchir à ce que nous pouvons faire pour encourager le financement.

M. Ken Lancaster: Nous avons conscience, au sein du Conseil des 4-H du Canada, que les jeunes ne communiquent plus comme ils le faisaient jusque-là. Nous avons conjugué nos efforts pour assurer notre présence au sein de ces forums et pour faire en sorte que les responsables provinciaux y participent.

Nous avons pris des mesures pour mettre en place de nouveaux outils de communication sociale. Nos pages sur Facebook et sur Twitter sont constamment en service et constamment remises à jour. Je sais que ces deux jeunes filles en sont de ferventes utilisatrices. C'est l'un des moyens que nous avons pour communiquer avec ces personnes.

Nous nous sommes aussi rendu compte que les enfants et les jeunes s'informent de plus en plus au moyen d'Internet; ils en ont fait leur champ d'exploitation de prédilection, si vous me passez l'expression. Nous avons mis en place un nouveau site Internet intitulé « careersonthegrow.ca ». L'idée était de promouvoir tout un éventail de carrières disponibles dans le secteur de l'agriculture, en dehors de la production, y compris en ce qui a trait aux machines et à

la mécanique, au génie biochimique et même à la banque et aux assurances. Nous avons par ailleurs œuvré en étroite collaboration avec d'autres organisations pour faire en sorte qu'elles puissent s'adresser à des clients appartenant aux bonnes classes d'âge dans leurs activités sur Internet.

Une campagne a été récemment organisée par l'Association des programmes de diplômés en agriculture du Canada, l'APDAC. Je crois qu'elle regroupe les doyens des facultés agricoles. Elle a lancé une campagne intitulée « Abandonner le bureau ». Il s'agit d'un concours mené sur Internet pour inciter les jeunes à créer des vidéos et à composer des nouvelles, à présenter des photos et à participer à des concours photographiques, afin de gagner des prix. On y fait là encore la promotion de tout un éventail de carrières dans le domaine agricole et des différentes études que l'on peut faire avant de se décider pour l'avenir.

Nous faisons tous ces efforts pour trouver de nouveaux moyens de communiquer avec les jeunes Canadiens et leur offrir de nouveaux supports d'information qui n'étaient peut-être pas toujours disponibles jusque-là ou qui étaient noyés dans le flot d'informations que l'on trouve sur Internet.

• (1600)

Le président: Je vous remercie.

La parole est à M. Bellevance. Vous disposez de sept minutes.

[Français]

M. André Bellavance (Richmond—Arthabaska, BQ): Merci beaucoup de vos témoignages. Vous avez sûrement plusieurs partenaires financiers. Vous avez dit que vous aviez un partenariat avec Agriculture Canada depuis de nombreuses années déjà, même probablement depuis le début des clubs 4-H. J'aimerais connaître la situation actuelle en 2010: quel est votre budget, et quelle est l'apport du gouvernement canadien dans ce budget?

Je suis convaincu que vous avez d'autres partenaires financiers aussi: pourriez-vous nous en faire une ventilation? Dites-nous également si, actuellement, ce budget suffit à la demande. On a justement eu des explications de M. Lancaster sur tous les nouveaux médias, l'implication de plus en plus grande de ces réseaux d'information, etc. J'imagine qu'il y a des coûts liés à ça. En ce qui concerne vos opérations, je voudrais savoir si vous réussissez, avec votre budget, à remplir la mission que vous vous êtes donnée. De plus, êtes-vous toujours à la recherche de partenaires financiers? Comment fonctionne exactement cet aspect?

[Traduction]

M. Mike Nowosad: Excusez mon pauvre français. J'avais l'habitude de dire « poivre français ». Je me contenterai de parler en anglais.

Agriculture et Agroalimentaire Canada nous verse actuellement 600 000 \$ par an. Notre budget est d'environ 2,2 millions de dollars par an. Le reste de cet argent nous vient de nos membres et un montant non négligeable des entreprises. À titre d'exemple, toutes les banques à charte du Canada nous financent. Financement agricole du Canada est l'un de nos principaux partenaires, de même que les sociétés d'agriculture et d'agroalimentaire – Syngenta, Bayer CropScience, John Deere, Kubota, etc.

Serait-il bon d'avoir plus d'argent? C'est une excellente question. Je vous remercie.

Des voix: Oh, oh!

M. Mike Nowosad: Oui, il est toujours bon d'avoir plus d'argent.

Quant à savoir si nous en avons suffisamment, nous nous efforçons de l'utiliser au mieux pour le moment.

Ken, je ne suis pas sûr si les nouveaux moyens de communication sociale nous coûtent de l'argent.

Ce que je crois, c'est que si nous cherchons à nous implanter dans les régions urbaines du Canada... Parce que je considère que c'est là qu'est l'avenir. Nous n'allons pas oublier notre passé — la plupart des députés qui sont ici viennent des zones rurales du Canada, là où l'agriculture a débuté, et nous ne pouvons pas l'oublier — mais l'avenir se jouera dans les zones urbaines.

Je vais demander à Ken de vous répondre sur la question de ce financement.

M. Ken Lancaster: Là encore, sur le plan budgétaire, les réseaux et les médias de communication sociale n'ont pas vraiment fait un gros trou dans notre budget. Il ne faut pas non plus négliger l'importance des moyens traditionnels de communication. Nous disposons toujours d'une revue nationale distribuée à 26 000 membres au Canada. Les différents organismes provinciaux des 4-H ont leurs propres moyens, leurs propres bulletins et leurs propres revues.

Nous reconnaissons que le fait de s'adresser aux jeunes en leur fournissant d'autres moyens d'information est une étape importante pour nous. Je ne voudrais pas sous-estimer ce que nous avons fait jusqu'alors en termes de communication. C'est un dossier qui est venu s'ajouter à ma charge de travail, mais il s'agit d'un moyen de communication indispensable.

[Français]

M. André Bellavance: Je suis tout à fait d'accord avec vous sur la nécessité d'utiliser aujourd'hui, en ces temps nouveaux, tous ces nouveaux médias. C'est une meilleure façon de joindre les jeunes que les voies traditionnelles, c'est évident.

Monsieur Nowosad, vous parliez tout à l'heure d'un partenariat avec les banques canadiennes. J'ai manqué les témoignages de leurs représentants quand ceux-ci sont venus ici devant le comité; j'étais ailleurs avec le ministre de l'Agriculture. On a reçu leurs témoignages, et ils nous disent en effet qu'ils sont partenaires des clubs 4-H.

Cela dit, ils ont fait une affirmation que j'aimerais partager avec vous — ce n'est pour vous mettre en contradiction avec un de vos bailleurs de fonds. Ils nous disent qu'ils sont témoins d'un renouveau de l'intérêt manifesté par les jeunes générations envers l'agriculture. J'aimerais penser comme eux, mais au cours de cette étude — et avant même son début —, on a entendu beaucoup de jeunes nous dire qu'ils avaient pensé à faire de l'agriculture comme leurs parents pour finalement décider de ne pas le faire pour toutes les raisons inhérentes à la difficulté qu'il y a à pratiquer l'agriculture aujourd'hui. D'autres nous ont dit qu'ils l'ont fait et ont décidé de foncer. Ils ont témoigné de toutes les difficultés qu'ils avaient rencontrées en décidant de se lancer dans le milieu de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Certains nous ont même dit qu'ils ne savaient pas combien de temps ils seraient capables de réussir à continuer à faire carrière dans ce domaine qu'ils adorent.

D'ailleurs, Mme MacDougall nous a dit plus tôt que vous aussi, vous aviez réfléchi à ce que vous vouliez faire exactement. Je trouve ça curieux: on a ces témoignages, et les représentants des banques viennent nous dire qu'il y a un renouveau en ce qui a trait à la volonté des jeunes. Je trouve qu'il y a là une petite contradiction. J'aimerais entendre vos commentaires à ce sujet.

Je ne sais pas où les banques voient ça. Je sais que vous n'avez pas à répondre en leur nom, mais je veux connaître votre opinion sur

cette affirmation. Qu'en pensez-vous? Compte tenu de tous les contacts que vous avez avec les jeunes un peu partout, peut-on affirmer une telle chose?

• (1605)

[Traduction]

M. Mike Nowosad: En lisant aujourd'hui *The Western Producer*, j'ai vu qu'il y avait deux articles au sujet des audiences que tient votre comité dans le pays. L'un se rapportait plus précisément aux banques et l'on y citait Bob Funk, de la Banque de Nouvelle-Écosse, et David Rinnear, de la Banque de Montréal, concernant le grand intérêt qu'étaient susceptibles de présenter à l'avenir les prêts bancaires.

Je ne suis pas très sûr... Vous traitez de toute évidence de la situation financière de jeunes agriculteurs qui opèrent actuellement au sein du système. Il est possible que ces responsables n'aient pas parlé à ces gens. Je vous préciserai simplement un point. Nous administrons un programme en association avec la Banque Royale, qui nous aident à promouvoir les centres urbains des 4-H.

Ashley, vous voulez peut-être en parler.

Dans le taxi qui nous a amené ici aujourd'hui, nous évoquions le cas de ses parents et la question du financement. Ils se retrouvent en plein dans cette situation en ce moment, les différentes banques sont en jeu.

Pourriez-vous nous parler de la difficulté à trouver de bons taux de financement?

Mme Ashley Knapton: J'ai demandé hier soir à mes parents ce qu'ils aimeraient pouvoir obtenir. Ce sont de nouveaux agriculteurs et je voulais savoir ce dont ils pensaient avoir besoin. Ma mère m'a déclaré qu'elle ne voulait pas qu'on leur donne de l'argent. Ils voulaient pouvoir travailler dans un secteur viable. Ils voulaient pouvoir gagner de l'argent.

L'important, pour elle, était d'obtenir de faibles taux d'intérêt à long terme, particulièrement pour ceux qui se rapportent aux quotas. Je ne sais pas si vous connaissez bien le mécanisme de la régulation de l'offre. C'est un mécanisme formidable, mais qui pose quelques problèmes. La régulation de l'offre permet d'assurer la viabilité de l'exploitation, mais il en coûte 32 000 \$ le kilo pour acheter les quotas, et nous avons acheté 12 kilos. Vous pouvez donc imaginer le montant de nos prêts; ils sont assez élevés à l'heure actuelle.

Nous nous en sortirions mieux, selon ma mère, si nous pouvions disposer de plus faibles taux d'intérêt à long terme. C'est ce que je vois. Elle a entrepris de faire jouer la concurrence. Étant donné la conjoncture économique récente, les taux d'intérêt ont fortement baissé, et nous pouvons espérer aujourd'hui obtenir à long terme un taux plus bas.

Ça ferait une énorme différence. Nous pourrions probablement nous agrandir bien plus tôt que prévu.

Le président: Je vous remercie.

Je vais maintenant passer la parole à M. Atamanenko, qui disposera de sept minutes.

M. Alex Atamanenko (Colombie-Britannique-Southern Interior, NPD): Merci d'être venus pratiquement sans préavis.

Pour aller dans le sens de votre intervention, Ashley, si l'on mettait à la disposition des jeunes agriculteurs des prêts sans intérêt, ce serait probablement une très bonne chose. Vous êtes d'accord?

Mme Ashley Knapton: Ce serait un gros pas en avant. La situation serait alors bien différente, évidemment. Ce sont les intérêts qui nous font mal en ce moment, parce qu'il y a une limite à ce que l'on peut payer; nous avons aussi d'autres factures.

La situation serait alors bien différente, c'est certain.

M. Alex Atamanenko: Vous nous parlez des grandes réalisations du programme des 4-H. C'est tout à fait admirable, le programme est excellent; j'ai parlé à d'autres personnes qui en font partie. C'est une très bonne organisation. Vous avez toutes sortes de programmes pour faire participer les gens, aussi bien dans les régions urbaines. Mais en fin de compte, bien des membres de votre organisation ne font pas de l'agriculture. Ils s'en abstiennent parce qu'il ne leur est pas possible de gagner de l'argent.

Mme Ashley Knapton: C'est tout à fait vrai.

M. Alex Atamanenko: Vous savez qu'il est bien bon d'évoquer les belles perspectives de formation, les cours qui sont donnés, les sciences et l'innovation, mais lorsqu'on se lance dans une entreprise, on veut pouvoir gagner de l'argent.

Je pense que c'est ce que nous voulons faire ici. Comment aménager l'avenir pour faire en sorte que des jeunes agriculteurs s'installent afin de produire des aliments de qualité tout en gagnant de l'argent? Je considère que tout est là.

Nous avons parlé des banques. Indépendamment de cela, que pouvons-nous faire pour attirer et retenir les producteurs? Comment conserver nos communautés rurales, qui se meurent pour la plupart à mesure que les gens s'en vont et que les différents services disparaissent?

Vous avez évoqué les initiatives locales. J'ai fait récemment une tournée dans tout le pays pour recueillir les impressions des gens concernant toute cette question de la souveraineté et de la sécurité en matière alimentaire. J'ai assisté à cette formidable dynamique des producteurs et des agriculteurs locaux, mais il y a aussi des obstacles. Les mécanismes de distribution sont trop favorables aux gros opérateurs. Des pommes de terre qui sont produites à Sudbury doivent passer par Toronto avant de se retrouver dans les supermarchés de Sudbury.

La semaine dernière, nous avons entendu parler des conséquences catastrophiques de l'ALENA et du dumping sur les pommes dont souffrent nos producteurs de la Colombie-Britannique. Nous constatons que les supermarchés disposent d'un monopole et limitent la quantité des produits locaux. La réglementation s'appliquant aux inspections de la viande en C.-B. ont là aussi souvent obligé les petits opérateurs à faire faillite.

Il y a donc des obstacles, j'aimerais que vous apportiez vos commentaires et que vous nous donniez un certain nombre d'idées devant nous permettre d'aider davantage de jeunes à se lancer dans l'agriculture.

● (1610)

Mme Ashley Knapton: Nombre de ces obstacles sont bien difficiles à surmonter, mais il est indispensable de s'assurer qu'il existe un marché garantissant un revenu aux agriculteurs. Les marchés locaux sont formidables parce que c'est vers là que se tourne maintenant la population. Elle constate les dégâts que causent les transports à l'environnement, d'où l'importance des marchés locaux. D'un autre côté, ce n'est qu'un tout petit créneau. Ils peuvent donner aux producteurs ce petit coup de pouce, ce montant supplémentaire par rapport à ce qu'ils gagnent en vendant à un grossiste.

La population paye davantage les produits locaux. C'est une chose qui a été prouvée sur les marchés et par les ventes à la ferme. J'ai de

nombreux voisins qui placent leurs produits sur un chariot et qui incitent la population à venir. Ils gagnent plus d'argent de cette manière parce qu'ils n'ont plus besoin d'un intermédiaire. Essentiellement, la vente se fait directement de l'agriculteur au consommateur.

Je pense que c'est une chose intéressante pour l'avenir. Nous devons nous pencher sur la question. Cette solution offre davantage de sécurité à mon avis. Nous savons exactement d'où viennent les produits que nous consommons. Nous serions ainsi en mesure de devenir autosuffisants, au lieu de compter sur d'autres pays — ce qui est essentiel de mon point de vue.

Mme Gillian MacDougall: Je tiens simplement à dire qu'en maintenant le mécanisme des quotas pour le lait, nous protégeons les agriculteurs, parce qu'ils savent qu'ils vont gagner de l'argent en ayant acheté leurs quotas, alors que ce n'est pas toujours le cas dans les autres secteurs. Certaines petites exploitations agricoles, lorsqu'elles ne sont pas protégées — lorsqu'elles ne sont pas assurées du paiement de leurs produits — ne disposent pas de cette garantie, contrairement aux producteurs laitiers. Les producteurs sont assurés d'être suffisamment payés à partir du moment où ils ont acheté des quotas.

Il y a donc en quelque sorte un mécanisme de garantie à partir du moment où l'on sait que ces producteurs seront protégés.

M. Mike Nowosad: Tout revient à des questions d'argent, cependant. C'est en dollars et en cents que cela se compte. Je parlais à Ashley ce matin — je vous rappelle que je ne l'avais jamais rencontrée auparavant — et elle me disait qu'elle allait se lancer dans la production après avoir obtenu son diplôme de l'Université de Guelph. Quelle allait être sa première obligation? Rembourser son prêt étudiant.

Ce n'est donc peut-être pas une mauvaise idée d'évoquer la question des prêts sans intérêt.

Ken, vous avez quelque chose à ajouter?

M. Ken Lancaster: Effectivement.

Ashley a évoqué elle aussi la question; il y a quelques créneaux sur le marché. Je pense à un certain nombre de réussites obtenues par de petites exploitations agricoles, les agriculteurs ayant pu par eux-mêmes découvrir une denrée pour laquelle il n'y a pas de production locale. Je prends le cas d'une ferme de la C.-B. J'ai lu il n'y a pas longtemps qu'il y avait un producteur de wasabi qui le vendait sur les marchés locaux de Vancouver. Lorsqu'on sait sur quelles distances doit être acheminé le wasabi dans certains cas, le producteur en question a pris une part significative de ce marché.

● (1615)

M. Alex Atamanenko: S'il me reste une minute, j'aimerais que vous me donniez vos commentaires. Il est triste de constater, nous l'avons encore entendu la semaine dernière et nous l'entendons tout le temps, que dans toutes ces fermes, et même dans de nombreuses grosses exploitations agricoles, les producteurs ont besoin de gagner un revenu à l'extérieur pour survivre. Le pourcentage est en moyenne de quelque 70 p. 100. J'ai pourtant rencontré un jeune couple du nord de l'Ontario qui tire un revenu de moins de cent acres de terres et qui n'a pas besoin d'aller gagner de l'argent à l'extérieur parce qu'il a découvert ce genre de niche. Il fait plus précisément de l'agriculture organique.

Vous savez, il doit y avoir un moyen de... et d'une façon ou d'une autre il y a des gens qui le font. J'aimerais que vous nous donniez vos commentaires.

Mme Gillian MacDougall: L'une des solutions, à mon avis, est de pouvoir enseigner aux jeunes que c'est possible. Il faut leur apprendre que l'on peut faire pousser des produits organiques. Si les gens ne savent pas quelles sont les possibilités, si on ne leur communique pas ce qui se fait, on n'obtiendra rien. Il est essentiel de dispenser de la formation. Que ce soit à l'école ou lors de stages en fin de semaine, il faut pouvoir faire de l'enseignement et parler de ce qui réussit. Cela fait toute la différence.

Le président: Avez-vous un commentaire à faire, Ashley?

Mme Ashley Knapton: Je tiens simplement à ajouter qu'il faut faire connaître ce qui réussit. Bien des gens n'y croyaient pas, et nous l'avons fait. C'est ce qu'il faut dire aux gens.

Le président: Je vous remercie.

Monsieur Lemieux, vous disposez de sept minutes.

M. Pierre Lemieux (Glengarry—Prescott—Russell, PCC): Merci, monsieur le président.

Je souhaite la bienvenue aux intervenants et je les remercie de leur exposé.

Les clubs des 4-H sont bien présents dans ma circonscription, et ils font un bon travail. Lorsque je vais dans les foires agricoles locales, je rencontre les membres des 4-H, qui sont fiers de leur participation au club.

Je suis content par ailleurs de vous revoir.

Je précise à l'intention du comité que j'ai eu le plaisir de rencontrer les 4-H l'année dernière dans l'Î.-P.-É. lors de leur assemblée générale annuelle, alors qu'ils organisaient entre autres un dîner en l'honneur des jeunes agriculteurs. J'ai eu la satisfaction d'annoncer une subvention de quelque 3 millions de dollars sur quatre ans à l'intention des 4-H.

Ma première question s'adresse avant tout à Mike ou à Ken.

Qu'est-ce que ce financement va vous permettre de faire? Dans quelle mesure vous sert-il dans votre action auprès des jeunes agriculteurs, ou lorsqu'il s'agit de faire en sorte qu'ils viennent s'installer?

M. Mike Nowosad: Il y a un certain nombre d'années, le ministère de l'Agriculture a fait quelque chose de bien utile pour nous: il nous a permis d'utiliser une partie de nos crédits au titre de l'administration.

Nous constatons aujourd'hui, Pierre, lorsque nous parlons avec les sociétés qui nous financent, qu'elles cherchent à financer des projets. Elles ne comprennent pas cependant qu'il faut financer aussi les personnes qui administreraient effectivement les programmes. Il est donc très utile pour nous d'avoir en fait du personnel à plein temps à Ottawa.

Il y a une chose en fait dont je suis convaincu... et je ne sais pas comment diable vous pouvez régler la question au sein de votre comité, mais il y a une grande disparité dans notre pays en ce qui a trait à l'aide apportée par les différentes provinces au personnel d'administration du programme des 4-H. Comment allez-vous bien pouvoir faire pour administrer de nouveaux programmes dans de nouvelles régions lorsqu'il n'y a qu'un seul membre du personnel? Nous avons des programmes provinciaux au Nouveau-Brunswick qui ne comptent qu'un seul membre du personnel; au Québec, un seul membre aussi; en Colombie-Britannique, deux membres. Il va falloir d'une manière ou d'une autre exercer des pressions, si c'est possible, auprès des collègues provinciaux des ministères de l'Agriculture.

Ce que le financement supplémentaire nous a permis de faire en matière de programmes? Il nous a permis de mettre en place de nouveaux programmes portant directement sur la production. Je vous ai parlé, par exemple, du programme d'encadrement dans les fermes. Ashley a évoqué quelques réussites, et l'on peut citer le Concours des jeunes agriculteurs d'élite du Canada, un grand succès qui nous montre bien que l'on peut faire des choses intéressantes. Nous avons donc pu dispenser ce programme.

Notre financement va aussi nous permettre d'instaurer un nouveau programme qui n'est pas directement lié à la production, et qui n'intéresse peut-être pas votre comité, mais dans le cadre de ce programme, nous envisageons d'offrir des bourses à des membres des 4-H pour qu'ils fassent des stages dans les ambassades et les consulats canadiens. Il s'agirait pour eux de se familiariser avec les exportations canadiennes de sorte qu'à leur retour, et nombre d'entre eux vont retourner s'installer en qualité de jeunes agriculteurs, ils sachent ce qui se passe dans ce domaine. Cela nous a permis d'étendre la portée de certains de nos programmes en les rattachant plus précisément aux objectifs de développement des entreprises.

Si nous avons davantage d'argent, monsieur Lemieux, nous pourrions probablement en faire davantage, surtout dans les centres urbains.

Je suis sûr que vous aurez un certain nombre de questions à nous poser, mais nous avons évoqué en particulier un groupe autochtone des 4-H. Ce n'est pas chose facile, mais nous nous efforçons à l'heure actuelle d'œuvrer en collaboration avec l'Association nationale des centres d'amitié — une organisation urbaine — afin de lui présenter les 4-H pour qu'elle se familiarise avec l'agriculture.

Nous cherchons à nous associer à une société d'investissement qui a acheté une grande quantité de terrains en Saskatchewan et qui souhaite les remettre aux Autochtones pour qu'ils fassent de l'agriculture.

● (1620)

M. Pierre Lemieux: Votre réponse est excellente. Je vous remercie.

Je considère d'ailleurs, pour revenir à l'un de vos projets concernant les ambassades, que c'est une excellente idée. Dans les services agricoles, comme nous les appelons, il est bon de pouvoir compter dans les différents secteurs de l'économie sur des gens qui comprennent l'agriculture. Il me paraît en fait très bon qu'un agriculteur comprenne mieux le mécanisme des exportations et sache ce que cela peut lui rapporter et comment adapter ses produits en conséquence.

Nous avons évoqué aussi, lors de notre tournée, la question des banquiers et la nécessité d'avoir des banquiers qui comprennent l'agriculture, parce que ce secteur est différent. Les relations financières avec un agriculteur seront différentes de celles qui s'appliquent à d'autres types d'entreprises ou de sociétés.

Cela m'amène à la question suivante. Est-ce que les 4-H s'efforcent de promouvoir, auprès des jeunes en particulier, ce que j'appellerai les services liés à l'agriculture? S'ils ne veulent pas faire de l'agriculture, par exemple, mais plutôt se diriger vers la banque, on pourrait peut-être les renseigner sur les liens existants avec l'agriculture et la possibilité de tirer parti de leurs connaissances pour les adapter à la banque, à la comptabilité ou à d'autres domaines, ce qui serait susceptible d'aider le secteur agricole sans pour autant qu'ils deviennent des agriculteurs.

Dispensez-vous ce genre de service où avez-vous entrepris ce genre de discussions?

Mme Ashley Knapton: Les 4-H dispensent un programme intitulé en fait « Folie des carrières ». Je n'ai pas eu l'occasion d'y assister, mais je crois qu'il s'adresse aux membres les plus âgés en leur permettant de discuter des différents profils de carrière. On y parle de la recherche d'emplois, des études à suivre et finalement des différents postes qui s'offrent dans l'agriculture et des perspectives de carrière.

On nous dit à l'Université de Guelph que nous allons pouvoir trouver un emploi, que les étudiants en agriculture obtiennent des emplois. À mesure que nous avançons, on nous parle davantage des emplois offerts. Évidemment certains d'entre nous, c'est mon cas, vont tout simplement rentrer chez eux pour faire de l'agriculture, mais on nous parle des autres emplois dans les cultures, les modifications génétiques, la recherche, etc. On n'oublie jamais de nous préciser qu'il y a des emplois dans d'autres secteurs.

M. Pierre Lemieux: Oui, et je crois que c'est vraiment important. C'est un grand service que vous dispensez.

Il y a d'un côté l'agriculture, et tout ce qu'il y a autour pour encadrer les efforts de l'agriculteur.

Mme Ashley Knapton: Effectivement.

M. Pierre Lemieux: Ces autres services ont eux aussi besoin de connaissances agricoles, d'après moi, et je peux comprendre que vous les fassiez connaître aux jeunes qui, s'ils ne font pas de l'agriculture, pourront choisir un métier qui s'y rapporte.

M. Mike Nowosad: À l'heure actuelle, la mère de toutes nos conférences — nous organisons quatre conférences nationales — est la Conférence nationale des 4-H. Elle a été organisée pour la première fois en 1933, alors que nous avons mis nos enfants dans le train à Halifax et à Vancouver pour qu'ils se rendent à la Foire royale d'hiver avec leurs animaux. Cette visite à la Foire royale d'hiver, c'est le premier programme que nous avons organisé.

Cela s'est transformé en une conférence agricole pendant laquelle nous parlons du secteur agroalimentaire. Nous faisons venir des personnes qui traitent de sujets théoriques pendant une journée. Il y a un thème pour chaque jour — une journée avec un thème consacré à la production, une journée consacrée à la transformation, une autre aux carrières agricoles, une autre encore à la commercialisation et à la vente au détail. Nous faisons venir des spécialistes.

Ainsi, lors de la journée consacrée à la commercialisation et à la vente au détail, nous avons fait venir le président de McDonald's Canada pour nous en parler. Parallèlement, lors de la journée consacrée à la transformation, nous avons fait visiter par les participants les locaux de Caravelle Foods, qui fabrique les hamburgers de McDonald's.

Qu'ont appris les enfants chez McDonald's? Ils se sont familiarisés avec la sécurité des aliments, la science, la transformation, etc. C'est là un exemple de ce que nous faisons à l'heure actuelle.

Nous parlons de financement. Je dois vous dire que si nous avons davantage d'argent, nous étendrions l'application de ce programme à un plus grand nombre d'enfants que les 70 qui en bénéficient chaque année à l'heure actuelle.

J'espère que ça répond à votre question.

• (1625)

M. Pierre Lemieux: Oui, c'est bien.

Je vous remercie.

Le président: Merci, monsieur Lemieux.

Nous allons maintenant donner la parole à M. Valeriotte pendant cinq minutes.

M. Francis Valeriotte: Je tiens à vous remercier tous les quatre d'être venus nous parler aujourd'hui. Comme vous le savez, nous faisons une tournée au Canada pour étudier l'agriculture et l'industrie agricole.

L'un des témoins nous a déclaré que nous ne ferions pas cette tournée si nous n'avions pas des craintes concernant l'avenir du secteur agricole au Canada. Un autre nous a dit que si nous ne procédions pas à une refonte significative et utile de nos programmes agricoles, le déclin actuel se poursuivrait au point de faire des campagnes canadiennes — j'en ai bien peur moi aussi — un véritable désert.

Il nous faut faire quelque chose pour contrer cette tendance. Vous y collaborez, en ce qui me concerne, et j'apprécie votre enthousiasme. Toutefois, sans notre aide, nous dites-vous, il sera impossible de survivre. Les chiffres parlent d'eux-mêmes — la baisse du nombre de participants aux 4-H, la disparition de 65 p. 100 des agriculteurs de moins de 35 ans ces 15 dernières années — et une réaction s'impose.

Nous avons entendu parler de tout ce qui afflige l'agriculture. J'espère que ce comité et que le gouvernement — sinon celui-ci, le prochain — réagiront en conséquence.

Je vais m'en tenir à deux choses.

La première, c'est qu'il m'apparaît clairement que nous devons nous lancer dans les produits agricoles non alimentaires. Si nous voulons que les gens restent dans les campagnes, il nous faut des exploitations agricoles financièrement autonomes qui produisent non seulement des denrées alimentaires mais aussi des fabrications industrielles. À l'Université de Guelph, je suis fier d'être né dans cette région — et je me réjouis de vous voir ici, Ashley — on s'est penché sur la question des plastiques et des fabrications de ce genre, et nous avons vu que dans les fermes on utilise des matériaux à des fins non alimentaires. Je me demande jusqu'à quel point vous incitez les membres des 4-H à s'engager dans ce type d'industrie durable.

J'aimerais aussi savoir une autre chose. Nous constatons qu'il y a bien des jeunes agriculteurs ou de nouveaux arrivants qui ne peuvent s'installer parce qu'ils ne réussissent pas à trouver des terres, soit parce qu'elles sont trop onéreuses, soit parce qu'ils n'ont pas de parents ayant aménagé une succession afin de pouvoir en profiter. Ne pensez-vous pas que l'on devrait mettre en contact les jeunes agriculteurs ou les nouveaux arrivants avec des agriculteurs sur le point de prendre leur retraite et n'ayant pas de successeurs et que l'on pourrait prévoir des mesures incitatives — fiscales ou autres — pour faciliter ce genre de transition?

Ce sont là mes deux questions: les méthodes de substitution à l'agriculture, en ce qui a trait à la production; et la possibilité de faire intervenir de nouveaux agriculteurs.

M. Mike Nowosad: Je vais répondre à la première question.

J'ai assisté avec Ken à un exposé fait la semaine dernière par Jay Bradshaw, de Syngenta, qui nous a parlé de science et de technologie en agriculture. C'est fou ce que j'ignore en agriculture. Je ne savais pas qu'aujourd'hui on fabriquait des pneus à neige à partir des noyers. Il est bien intéressant de voir à quel point on se sert de différents produits agricoles pour des fabrications qui ne sont pas alimentaires.

Don Floyd, le président du programme des 4-H aux États-Unis, a rencontré les membres de notre conseil d'administration en novembre dernier. Le programme des 4-H aux États-Unis s'est engagé, je ne sais pas dans quel délai, à former un million de nouveaux scientifiques aux États-Unis. L'une des choses que nous envisageons, c'est d'introduire la science et la technologie dans le programme des 4-H, précisément dans le but de faire connaître aux gens quels sont exactement les débouchés qui s'offrent.

Le plus intéressant, c'est que Don Floyd nous a dit que le jour où les 4-H ont lancé ce programme « d'un million de nouveaux scientifiques », ils avaient des membres qui fabriquaient de l'éthanol aux États-Unis. C'est incroyable.

Wayne, je ne sais pas si vous en auriez fait autant, au bon vieux temps de l'industrie laitière.

Cela dit, nous envisageons de discuter avec des participants à d'autres secteurs de l'industrie. Nous sommes en contact avec des responsables de la protection des cultures. Nous avons parlé la semaine dernière avec les doyens des facultés d'agriculture et de médecine vétérinaire de notre pays afin d'organiser un sommet des sciences de l'agriculture qui servirait en quelque sorte de point de départ pour faire connaître les sciences et les techniques aux membres des 4-H. Pour ce qui est d'un financement supplémentaire, nous prévoyons que des montants importants vont nous être versés par le secteur privé, mais nous n'avons évidemment rien contre une aide apportée par le gouvernement du Canada dans ce domaine.

Je ne sais pas si mes collègues veulent répondre à la dernière question, mais je vais peut-être lancer la discussion.

J'ai évoqué plus précisément dans le mémoire que j'ai présenté aujourd'hui le cas d'une jeune femme dans la vingtaine mariée depuis un an. Elle habite à Russell, en Ontario. Avec son mari, elle vient d'acheter une ferme à Renfrew. Ils ont éprouvé quelques difficultés avec le financement, mais elle s'est référée plus particulièrement aux programmes permettant précisément d'assurer la transition dont vous avez parlé: mettre en contact des gens qui vont abandonner l'agriculture avec d'autres qui veulent devenir agriculteurs afin qu'ils puissent leur apprendre comment faire et quelles sont les possibilités qui s'offrent. Je continue à insister sur la question urbaine; il y a probablement bien des jeunes qui pourraient effectivement se lancer dans l'agriculture de cette façon.

Mesdames?

• (1630)

Mme Gillian MacDougall: Même dans ma famille, si les cinq enfants avaient décidé de se lancer dans l'exploitation laitière, notre ferme ne compte que 180 acres; il n'y a pas suffisamment de place pour tout le monde, en comptant les conjoints et les enfants. À partir de ce moment, si nous avions tous décidé de faire de l'agriculture, il aurait fallu aller quelque part au cas où nous n'aurions pas pu acheter les terres ou trouver une autre solution. Nous avons de nombreux voisins qui n'ont pas d'enfants ou dont les enfants ne veulent pas travailler la terre. Par conséquent, ils arrêtent. Ils ont 70 ans et leur ferme cesse d'être exploitée. La plupart des exploitations le long de notre route ont cessé de fonctionner parce que personne n'a voulu les reprendre.

Mme Ashley Knapton: Je connais justement dans ma région un jeune, ne venant pas d'une famille d'agriculteurs, qui est entré en contact avec un vieux couple sans enfants qui avait une exploitation laitière. Dans la pratique, ce couple l'a engagé. Le jeune a travaillé pour le compte du couple, qui lui a appris le métier. Aujourd'hui, il va reprendre la ferme; tout a été mis par écrit. Il va travailler pour la racheter. Une partie de son salaire a servi à faire le paiement sur la

ferme, mais il va aussi acheter le quota, des vaches et des terres — c'est le plus important. Bien des terres dans la région d'Almonte sont assez proches d'Ottawa et disparaissent au profit de la promotion immobilière. Nous en arriverons au point où nous ne pourrions plus gérer nos propres exploitations, parce que nous serons dans l'impossibilité de nourrir nos vaches.

Le président: Je vous remercie.

Monsieur Shipley, vous disposez de cinq minutes.

M. Bev Shipley (Lambton—Kent—Middlesex, PCC): Je vous remercie.

Je tiens à remercier les témoins d'être venus et à les féliciter plus particulièrement, cela a déjà été mentionné, pour leurs qualités d'orateurs — de toute évidence, c'est l'une des grandes qualités de votre formation — et pour leurs connaissances étendues. J'ai moi aussi fait partie des 4-H, par conséquent faites bien attention, vous pourriez vous retrouver un jour en politique. J'ai cependant fait de l'agriculture toute ma vie et je considère que les 4-H constituent une excellente préparation.

J'ai une ou deux questions à vous poser. Considérez-vous que l'agriculture est un droit, que les gens auront effectivement le droit de faire de l'agriculture, ou s'agit-il d'une entreprise, qui doit se conformer aux plans d'exploitation et respecter toutes les obligations qui s'y rattachent?

Je pose la question à Gillian, ou encore à Ashley.

Mme Gillian MacDougall: Je crois que c'est un peu les deux. C'est une entreprise et il faut pouvoir réussir. J'ai été élevé dans une ferme et lorsque j'étais enfant, je n'ai pas toujours aimé me lever le matin pour traire les vaches — il m'arrive encore d'être assez grognon le samedi matin lorsque ma mère m'oblige à me lever — mais je considère que c'est une grande chance de grandir en sachant d'où viennent les aliments qu'on mange ou que les oeufs sont pondus par les poules et ne poussent pas dans les arbres, par exemple.

Je considère donc que c'est une grande chance, mais c'est aussi une énorme entreprise. Mon frère est allé au collège MacDonald, il a obtenu un diplôme en techniques de gestion agricole, puis il est allé à McGill pour avoir un diplôme en économie agricole. Il a donc suivi de longues études pour réussir dans son entreprise, et j'estime que ce n'est pas facile.

Mme Ashley Knapton: Je suis tout à fait d'accord; je considère vraiment qu'il y a des deux. À mon avis, les agriculteurs qui réussissent le mieux considèrent cette activité à la fois comme une entreprise et un droit. Ils tiennent compte des résultats chiffrés — la rentabilité, l'argent à gagner — mais ils n'oublient pas non plus des éléments tels que le bien-être des animaux ou des considérations plus personnelles que n'ont pas les responsables d'entreprises.

Donc, je crois qu'il y a un peu des deux.

M. Bev Shipley: Je suis souvent d'accord avec mon collègue d'en face, mais pas toujours. Nous ne procédons pas à cette étude parce que nous avons peur que l'agriculture s'écroule; nous la faisons afin de savoir de quelle façon nous pouvons apporter notre aide.

Il y a effectivement des gens qui viennent nous faire des commentaires très positifs. De grandes préoccupations se font aussi entendre, qui proviennent de différentes personnes ayant des points de vue divers et par conséquent, à mesure que nous sillonnons le pays, nous comprenons mieux pour quelles raisons il est si difficile d'instaurer un programme national comme celui que nous avons actuellement.

Le petit nombre d'agriculteurs de moins de 35 ans reste un sujet préoccupant. Dans chacune de vos localités, je me demande si vous constatez la chose. Pourquoi en est-il ainsi? D'après ce que nous entendons et ce que nous voyons, ceux qui semblent bien réussir ont besoin d'être de bons administrateurs pour que leur entreprise prospère.

Nous avons de moins en moins d'agriculteurs exploitant de plus grosses superficies, avec plus de vaches à traire, plus de poulets, plus de bovins, plus de porcs, etc., et pourtant, comme nous l'a fait comprendre Alex, il y a aujourd'hui de petits agriculteurs qui trouvent des débouchés et qui réussissent — pas tous; toutes les entreprises ne peuvent pas réussir. Je pense que nous avons besoin au Canada d'une certaine diversité, et cette diversité se retrouve dans les différentes régions de notre pays, avec toutes sortes de production, cela en raison de notre géographie.

L'une des questions que je me pose au sujet des producteurs — et nous avons vu de très gros producteurs ainsi que des petits — c'est la possibilité d'accéder aux capitaux.

Vous avez évoqué la chose, Ashley, pour ce qui est de l'obtention de prêts, éventuellement de prêts sans intérêt.

L'une de nos préoccupations à l'heure actuelle, c'est que les taux des prêts ne seront jamais aussi bas qu'aujourd'hui. Les capitaux apportés par voie de subventions sont susceptibles parfois de poser de gros problèmes en faisant augmenter le prix des terres, éventuellement celui du matériel et des fournitures, comme nous l'avons vu pour les engrais, et parfois même le prix des loyers.

Considérez-vous que l'accès au crédit est l'un des éléments clés pour les jeunes agriculteurs, ce qui explique éventuellement qu'ils ne s'installent pas, ou y a-t-il d'autres considérations sociales?

Nous avons trois enfants. J'ai fait de l'agriculture, j'ai aimé la chose, je l'ai adorée et j'ai bien réussi, mais tous ont choisi de faire carrière ailleurs. C'est ainsi. À l'heure actuelle, il y a cinq fermes dans notre région qui sont exploitées par un seul jeune agriculteur, qui fait un excellent travail. Les capitaux posent un problème, cependant.

Considérez-vous que l'obtention de crédits est l'une des grandes difficultés?

•(1635)

Mme Ashley Knapton: Oui, effectivement. C'est le principal obstacle que mes parents ont rencontré pour s'installer. Ils souhaitaient exploiter leur ferme à plein temps, mais la nécessité d'obtenir 12 kilos de quotas à 32 000 \$ le kilo les a gênés pendant longtemps. Il y a eu toute une conjonction de facteurs: l'ESB a sévi et la frontière a été fermée, ce qui a fait baisser le prix du bétail; l'un de nos coûts de démarrage en a été grandement réduit. Un de nos voisins a cessé son exploitation et s'est débarrassé de son matériel, de sorte que là aussi nous avons payé moins cher l'équipement dont nous avions besoin.

Ce fut en quelque sorte une chance que ces différents facteurs interviennent pour que nous puissions nous installer. Les capitaux posent un gros problème, à mon avis.

Le président: Je vous remercie.

Il ne vous reste plus de temps.

M. Bev Shipley: Je pense que Gillian a aussi un commentaire à faire.

Le président: Très bien.

Mme Gillian MacDougall: Lorsque je demandais à mon père ce que devrait faire une personne dont la famille n'est pas exploitante et

qui n'a aucun lien avec le milieu agricole pour se lancer dans le métier, il m'a toujours répondu: « il lui faudrait probablement attendre cinq ans pour économiser suffisamment d'argent. » Dès le départ, il y a donc cet obstacle.

Le président: Ashley, vous avez mentionné 12 kilos de quotas. J'ai une très bonne idée du prix de chaque kilo, mais j'aimerais que vous en fassiez part au comité.

Mme Ashley Knapton: Lorsque nous avons acheté ces quotas, le mécanisme de régulation de l'offre opérait selon l'ancien système du libre marché, de sorte que les prix étaient fonction de l'offre et de la demande. Je crois que nous avons payé les 10 premiers kilos 32 500 \$ et les deux suivants 32 000 \$.

Le président: C'est 32 500 \$ le kilo.

Mme Ashley Knapton: Effectivement.

À vous parler franchement, c'est probablement insuffisant pour commencer. On calcule qu'il faut un kilo par vache. Nous aimerions en traire 20 et nous n'en avons que 16. C'est tout ce que nous pouvons faire pour l'instant.

Le mécanisme des quotas a changé, comme vous le savez. Aujourd'hui, les prix sont plafonnés à 25 000 \$ le kilo. C'est une bonne et une mauvaise chose. C'est bien, parce que les prix sont moins élevés, mais ce n'est pas bon parce que tout le monde en veut et qu'il n'y en a pas suffisamment.

•(1640)

Le président: Je voulais vous le faire préciser, parce que ces 12 kilos vous coûtent un peu moins de 400 000 \$. Voilà qui résume bien le problème.

Mme Ashley Knapton: En effet. Il a fallu encore acheter les vaches et le matériel. Il nous restait par la suite à obtenir quatre kilos supplémentaires.

Le président: Je vous remercie.

Mme Bonsant disposera de cinq minutes.

[Français]

Mme France Bonsant (Compton—Stanstead, BQ): Merci beaucoup.

Je ne sais pas si je suis vieille ou quoi que ce soit, mais quand j'étais jeune dans ma petite municipalité, au club 4-H, je n'ai jamais appris l'agriculture. C'était dans le temps de la peinture, etc. Je suis contente que les femmes aient évolué un peu partout. Dans mon comté, notamment à Coaticook, il y a une école d'agriculture qui s'appelle le CRIFA. Le CRIFA enseigne la gestion, les finances, ce qui concerne les fermes laitières, de même que l'horticulture et l'écologie. Je me suis rendu compte, au fil des années, qu'il y avait de plus en plus de jeunes femmes qui prenaient la relève de la ferme familiale.

Je veux vous poser une question. Vous êtes de l'Ontario, madame Knapton.

Vous, madame MacDougall, vous êtes du Québec.

On a développé un système de garderie pour les jeunes femmes en affaires, afin de les aider. Croyez-vous que, s'il y avait un système de garderie partout, ça aiderait un peu plus les femmes à opter pour l'agriculture? Je vous pose cette question, étant donné que j'ai déjà vu des femmes porter leur bébé sur le dos pour pouvoir aller travailler à la ferme, parce que les garderies étaient trop dispendieuses. On a développé les centres de la petite enfance pour aider les jeunes femmes entrepreneurs. Croyez-vous que ça pourrait aider les jeunes femmes entrepreneurs en agriculture, à l'extérieur du Québec?

[Traduction]

Mme Ashley Knapton: Je n'en suis pas sûre à 100 p. 100. Si j'en crois mes parents, j'ai passé beaucoup de temps dans la grange ou dans la cabine du tracteur. Ils me racontent que je m'endormais dans le foin pendant qu'ils faisaient leur travail. Dans une exploitation laitière, en particulier, bien des tâches se font le matin ou le soir, de sorte que je ne suis pas sûre qu'une garderie soit bien utile. Tout dépend du nombre d'enfants et des besoins de la famille. Le travail de ma mère en était compliqué, mais elle réussissait quand même à s'occuper de moi et de mes frères tout en faisant les repas et en travaillant à la ferme.

Ça pourrait aider, mais je ne suis pas sûre que ce soit une priorité.

Mme Gillian MacDougall: Comme Ashley, j'ai été élevé à la ferme. Mes deux parents étaient toujours sur place. Je connais d'autres personnes qui ont un travail à l'extérieur. Elles ne travaillent pas au sein de leur famille, dans leur propre exploitation, et elles ne peuvent donc pas emmener leurs enfants à leur travail. On ne peut pas emmener son fils pour travailler à la banque, par exemple.

Il serait très utile de pouvoir disposer de garderies à un coût abordable au service des femmes, des familles monoparentales ou de ceux qui travaillent dans l'agriculture. On pourrait y laisser ses enfants le matin... surtout si elles étaient ouvertes à des heures différentes. L'agriculture n'est pas un travail de neuf à cinq. Un réseau de garderies serait probablement très bénéfique en dehors du Québec.

[Français]

Mme France Bonsant: Il y a une autre chose qu'on a toujours demandée: quand les jeunes veulent avoir la ferme familiale et que les parents la leur donnent, les jeunes sont toujours imposés sur le gain en capital. Présentement, c'est 750 000 \$. Quand je suis allée en Ontario, je me suis aperçue que les fermes valaient beaucoup plus cher que 750 000 \$.

Seriez-vous d'accord pour aider les jeunes, que la transition entre les parents et enfants augmente à au moins 1 million de dollars? Quoique à 1 million de dollars, ce n'est pas encore une grosse ferme, surtout compte tenu des quotas. Comme vous le dites madame Knapton, à 30 000 \$ du quota, 1 million de dollars est assez vite atteint. Seriez-vous d'accord pour dire que cette mesure pourrait aider les jeunes aussi à se lancer en agriculture?

[Traduction]

Mme Ashley Knapton: Effectivement, parce qu'en matière de succession il y a un autre facteur à considérer. En ce qui me concerne, par exemple, mes parents vont me donner la ferme, mais il me faudra racheter la part de mon frère. Dans leur cas, il n'est pas juste qu'ils me donnent tout ce capital immédiatement. Je considère que ce serait évidemment quelque chose de très bénéfique. Il va me falloir aussi désintéresser mon frère.

Je suis donc tout à fait d'accord.

[Français]

Mme France Bonsant: J'ai une autre petite question pour M. Mike Nowosad.

Vous avez dit plus tôt qu'en Colombie-Britannique, de plus en plus de gens cultivaient sur les toits. Il y a une raison pour ça. L'agriculture biologique est de plus en plus importante pour les gens. Il y a beaucoup de produits alimentaires venant d'autres pays dont on ne connaît pas l'itinéraire. On découvre souvent de la salmonelle dans les petites carottes de la Californie. Les gens sont un peu inquiets de la salubrité des produits importés.

D'abord, la culture sur les toits est en harmonie avec la biologie, les produits sont frais et les gens sont sûrs et certains qu'ils ne paieront pas un gros prix. Moi, je vous encouragerais à vous lancer davantage en biologie. Cela dit, croyez-vous qu'en vous lançant dans les produits biologiques, ça va vous coûter plus cher dès le début, pour ce qui est de la vente de vos produits?

• (1645)

[Traduction]

M. Mike Nowosad: Je ne connais pas suffisamment bien l'agriculture biologique pour répondre à cette question même si, là encore, en discutant avec Ashley dans le taxi et en me familiarisant avec sa situation — vous pourriez éventuellement compléter ma réponse sur ce point, Ashley — j'ai appris que ce que l'on entendait par « agriculture biologique » était bien vague. Je pense que c'est éventuellement un problème.

Et les consommateurs canadiens sont... je ne sais pas. Les consommateurs canadiens — et dire que mes propos sont enregistrés — ne sont pas bien malins lorsqu'on parle d'agriculture biologique. Dès qu'on leur dit qu'un produit est biologique, ils achètent sans trop savoir d'où il provient.

Il faut qu'il y ait une certaine forme de...

[Français]

Mme France Bonsant: De l'étiquetage.

[Traduction]

M. Mike Nowosad: En effet.

Ashley?

Mme Ashley Knapton: Je ne suis pas d'accord avec le principe actuel des produits biologiques. Je ne suis pas prête à payer un supplément pour l'agriculture biologique parce que je sais bien que 99 p. 100 des aliments qui se retrouvent sur les rayons de nos épiceries ne présentent aucune trace de pesticide. La réglementation est très stricte, mais les gens ne le savent pas. Ils partent tout simplement du principe que les produits classiques contiennent automatiquement des pesticides, ce qui n'est pas vrai.

Je pense qu'il nous faut effectivement nous orienter vers la production locale, parce que les produits alimentaires locaux sont les plus sains. Ce sont aussi les plus frais. On sait exactement d'où ils proviennent. C'est à cela qu'on doit se consacrer à mon avis.

Il nous faut sensibiliser les gens sur la question des pesticides — pour l'essentiel, il n'en reste aucune trace. Il est prouvé, je vous le signale, qu'il n'y a pas une grande différence entre les deux types de production sur le plan de la santé.

Le président: Votre temps est écoulé, madame Bonsant...

[Français]

Mme France Bonsant: Juste une petite question, on a le temps.

[Traduction]

Le président: Je vais me montrer généreux aujourd'hui, France.

[Français]

Mme France Bonsant: Vous êtes gentil, monsieur le président.

Comme vous le dites, il faut éduquer la population urbaine. Si la population urbaine ne va pas à la population rurale, pourquoi ne faites-vous pas des journées thématiques dans les écoles? Pourquoi n'allez-vous pas dans les écoles, si elles ne se déplacent pas chez vous? Je suis certaine que cela va les aider à les amener — je ne dis pas d'apporter la ferme au complet... Éduquez les gens, emmenez-les là-bas. Au lieu de prendre seulement une classe, vous aurez une école complète.

[Traduction]

M. Mike Nowosad: En Ontario et en Colombie-Britannique, on se sert des 4-H. Ceux qui s'y inscrivent obtiennent en contrepartie un crédit scolaire, de sorte qu'il y a un enseignement qui se fait et l'on ne manque pas d'en tenir compte en accordant un crédit.

Je suis tout à fait d'accord avec vous en ce qui concerne l'enseignement agricole. J'ai évoqué l'enseignement agricole en classe; il faut le développer en instaurant un projet national uniforme d'enseignement agricole à l'école.

Dans les régions urbaines, nous nous penchons sur la possibilité d'instaurer des cours après l'école. Cela ne répond pas précisément à votre question sur le plan de l'enseignement, mais je prendrai comme exemple le partenariat que nous avons mis en place l'année dernière avec la BRC à Kingston, en Ontario. Le club d'enfants et d'adolescents se cherchait des activités et voulait attirer de nouveaux membres. Ce club d'enfants et d'adolescents, implanté dans une région urbaine, qui ne savait rien de l'agriculture, s'est doté d'un projet portant sur l'alimentation. Ce fut une réussite, on va répéter l'expérience cette année en doublant le nombre de participants.

Je suis donc d'accord avec vous.

Le président: Je vous remercie.

Vous ne direz pas que je ne vous accorde jamais du temps supplémentaire, France.

Bien, monsieur Richard, vous disposez de cinq minutes.

M. Blake Richards (Wild Rose, PCC): Merci, monsieur le président.

Je dois vous dire, madame Bonsant, étant bien placé pour savoir que notre président est très chiche de son temps, que vous n'êtes pas prête de revoir une telle occasion. J'allais justement poser le même genre de question, ce qui vous aurait épargné du temps.

Merci d'être venus — pratiquement sans préavis à ce qu'il me semble. Nous vous en sommes bien reconnaissants. C'est toujours une bonne chose que d'entendre le point de vue des jeunes. Je dois vous avouer que s'il m'avait fallu à votre âge parler devant un comité parlementaire, j'aurais certainement été très nerveux. Si vous l'êtes, vous ne le montrez absolument pas et votre intervention était excellente.

J'ai deux questions à vous poser. Je vais d'abord vous poser la première et je vous demanderai d'y répondre rapidement pour que nous puissions passer à la suivante avant que celui qui dirige nos débats ne me retire soudainement la parole.

Ma première question est la suivante. Je constate que vous êtes demandé toutes deux si vous aviez un avenir dans l'agriculture. L'une d'entre vous semble vouloir travailler dans une ferme; l'autre en est moins sûre et ne le fera probablement pas. Dans les clubs des 4-H chez vous, et au sein de l'association provinciale ou nationale réunissant les clubs, est-ce que vous estimez que c'est une situation assez courante, qu'il y a environ la moitié des effectifs qui s'intéressent à l'agriculture? Est-ce plus, est-ce moins? Qu'en est-il, selon votre expérience.

• (1650)

Mme Ashley Knapton: Je dirais que c'est assez partagé. Tout dépend de la région et de la personne. Certains diront que je suis folle de vouloir faire de l'agriculture. C'est difficile à dire, mais effectivement, les opinions sont bien partagées.

Cela dépend aussi d'autres facteurs. Tout dépend si l'on a des frères et soeurs. Je sais qu'en ce qui me concerne, si James, mon frère, s'était montré intéressé, mes parents auraient cherché la solution la plus équitable. Mais ce n'est pas toujours le cas. Certains cas de succession ne sont pas très reluisants et les exploitations agricoles ne sont pas toujours transmises selon les règles. C'est un problème dans certains cas, mais je dirais que les opinions sont partagées.

Mme Gillian MacDougall: Par ailleurs, si l'on considère l'enseignement dispensé, à mesure que je prenais de l'âge au sein du programme des 4-H — j'étais déjà à l'université — j'en apprenais davantage concernant les différents modes d'exploitation agricole après avoir d'ores et déjà choisi de ne pas faire de l'agriculture. J'ai appris différentes choses en dehors de la simple exploitation laitière. Je m'intéresse donc davantage aujourd'hui au tourisme agricole, à la collaboration avec les gens, à la sensibilisation du public sur les questions agricoles.

En me familiarisant avec les différents types d'exploitation agricole... J'ai changé de point de vue. Si je l'avais fait plus tôt, mon parcours aurait peut-être été différent.

M. Blake Richards: Voilà qui devrait effectivement servir d'introduction à ma prochaine question. On en a déjà quelque peu parlé aujourd'hui; le besoin de sensibiliser le public pour qu'il comprenne mieux l'agriculture et sache d'où proviennent les aliments qu'il consomme.

Je représente une région très agricole de l'Alberta. Nous avons le parc national de Banff, et par conséquent le tourisme, et il y a d'autres secteurs aussi, mais l'agriculture est la principale activité de ma circonscription. Cette circonscription est en bordure de Calgary sur deux de ses côtés et la ferme la plus proche est probablement à quelque 20 minutes en voiture du centre-ville de Calgary. Même avec des fermes à proximité, on se ferait probablement répondre, si l'on interrogeait les gens du centre-ville de Calgary pour leur demander d'où proviennent les aliments qu'ils consomment, qu'on les trouve dans les épiceries. Voilà le genre de réponse qu'on pourrait nous faire. Les gens ne comprennent pas vraiment ce qui se passe au niveau de la production des aliments, de la culture puis de l'acheminement des produits de la ferme, entre les champs et l'étable jusqu'aux rayons de l'épicerie. De toute évidence, c'est probablement une chose qu'il faut changer, comme vous l'avez indiqué vous-même en disant qu'il faut mieux sensibiliser les gens à la question.

J'ai différentes propositions à faire à ce sujet. J'aimerais que nos deux jeunes témoins nous fassent leurs commentaires.

J'aimerais aussi avoir votre avis et votre opinion sur cette question, monsieur Lancaster, en tant que spécialiste des communications et de la commercialisation.

Je vais simplement faire une proposition précise — et je suis évidemment prêt à en entendre d'autres. Quelqu'un m'a donné une idée qui m'a paru assez bonne. Je ne sais pas comment organiser la chose, qui devrait s'en charger et comment on s'y prendrait, mais il s'agirait de monter une campagne commerciale, sous la forme d'une annonce publicitaire à la télévision ou autre, montrant un produit sur les rayons d'une épicerie pour ensuite remonter tout le cours de sa production afin qu'on sache comment il est parvenu jusque-là. J'aimerais savoir ce que vous en pensez et si vous avez d'autres idées et d'autres propositions à faire.

Je vous répète que cette question s'adresse à nos deux jeunes témoins ainsi qu'à M. Lancaster.

Mme Ashley Knapton: Comme je vous l'ai indiqué, c'est à l'école qu'il serait préférable de le faire, parce qu'on touche un maximum d'enfants. Comme vous venez de le rappeler, il y a aussi la télévision et les médias informatiques par l'intermédiaire de Facebook, de Twitter, du courrier électronique, etc.

Il y a une autre chose que j'ai expérimentée personnellement. Chaque année, nous allons présenter nos projets des 4-H à la SuperEx du centre-ville d'Ottawa. C'est tout un déplacement, mais on rencontre des groupes d'enfants tout à fait différents. Souvent, il y en a qui viennent me demander de quel animal il s'agit. Je suis stupéfaite de constater qu'ils ne savent même pas ce qu'est une vache.

C'est vraiment un bon moyen d'apprendre aux enfants. C'est justement ce qu'on cherche à faire ces jours-là — on les appelle les journées de l'industrie laitière — on fait venir des veaux de lait et on les présente au public. L'annonceur dit quelques mots de l'industrie.

Je pense que ce serait intéressant et qu'il serait bon de montrer directement les choses.

• (1655)

Mme Gillian MacDougall: Indépendamment des 4-H, j'ai travaillé au Musée de l'agriculture l'été dernier ainsi que cette année. Je pense que c'est un bon apprentissage pour les enfants des villes. C'est dans le centre-ville d'Ottawa. Il est très facile d'y amener les enfants. Tous les animaux ne sont peut-être pas là, mais il y a les principales espèces. Les enfants font le tour et regardent. Ils se renseignent sur les poulets. On nous demande pourquoi nous avons ces animaux à la ferme.

C'est ce genre de chose qu'il faut faire, les enfants pouvant aller voir ce qui se passe. Je sais que nous ne pouvons pas mettre une ferme dans tous les centres-villes, mais c'est une excellente initiative à Ottawa, pour tous les enfants qui y vivent.

M. Ken Lancaster: Il y a une ou deux choses auxquelles nous nous intéressons pour notre part. L'un de nos principaux commanditaires nous a gracieusement offert une plage publicitaire au Calgary Stampede cet été, et il se charge de concevoir des annonces publicitaires établissant un lien entre les 4-H et l'esprit d'entreprise. Dans l'une de ces publicités, on peut voir un jeune garçon présentant son taureau au concours, et subitement tout s'efface et on le voit sur sa moto, parce qu'il a vendu son taureau pour acheter une moto. Du point de vue des 4-H, c'est une façon d'intéresser les enfants au programme et de montrer ce qu'il peut leur apporter.

Du point de vue du marketing, nous avons évidemment parlé d'aller dans les écoles. Nous avons souligné l'importance des régions urbaines et je crois que l'on a soif de connaissances dans les villes, on veut en savoir davantage sur la production, sur l'origine de notre alimentation. Nous avons parlé des solutions consistant à sortir les animaux de la ferme, et je n'ai jamais vu des enfants aussi excités

que la première fois qu'ils voient une vache. J'ai présenté un exposé à un groupe d'enfants de la côte de sable l'été dernier, et ils étaient quelque peu désappointés de voir que je n'étais pas venu suivi d'une remorque avec des chevaux et des vaches.

Faire venir la ferme à la ville, voilà qui est parfois important lorsqu'on veut promouvoir l'agriculture et faire comprendre jusqu'à quel point elle nous est proche. Vous parlez de Calgary, mais il en est de même pour Ottawa. Faites 20 minutes de voiture et vous vous retrouvez dans la vallée, entouré de fermes.

Je crois qu'il y a vraiment un intérêt. Il faut simplement mettre les gens en contact. C'est ce qu'il nous faut chercher à faire. Cela pourrait consister, par exemple, à fermer une ou deux rues pour y établir une ferme pendant une journée. Ce pourrait être un excellent moyen de faire sortir les gens pour qu'ils se familiarisent avec l'agriculture, sachent le rôle qu'elle est susceptible de jouer et se renseignent par ailleurs sur la provenance de nos aliments.

M. Blake Richards: Je vous remercie. J'apprécie vos commentaires ainsi que tous les efforts que vous faites pour sensibiliser le public au sujet de l'agriculture.

Le président: Merci.

La parole est maintenant à M. Eyking, qui disposera de cinq minutes.

L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être venus aujourd'hui. En tant qu'ancien président des 4-H, je connais bien le programme. Ces deux dernières semaines, nombre de jeunes, qui pourraient être de jeunes agriculteurs, sont venus nous dire pour quelles raisons ils ne vont pas faire de l'agriculture. C'est en grande partie, nombre d'entre vous l'ont mentionné, en raison du montant élevé des investissements et des faibles rendements.

Mais supposons que l'on réussisse éventuellement à renverser la tendance lors des prochaines années. Dans l'idéal, on pourrait peut-être instaurer de meilleurs programmes, ou éventuellement agir sur les prix... Nous pourrions peut-être instaurer un prix plancher pour certains produits, ou éventuellement un Office de commercialisation, comme l'a précisé Alex, pour certains fruits de nos vergers.

Cela dit, Mike, vous avez évoqué les É.-U. et le fait que dans ce pays les groupes des 4-H allaient rencontrer les jeunes n'appartenant pas au milieu agricole. J'ai peur que dans quelques années il y ait tellement de jeunes qui perdent tout intérêt qu'il soit bien difficile de les faire revenir. Cela étant, il se peut que de nombreux jeunes des régions urbaines ou suburbaines soient prêts à se lancer dans la production alimentaire ou l'agriculture.

Toutefois, un certain nombre de nos dispositions fiscales, plus précisément celles qui s'appliquent aux gains en capital, se rapportent avant tout aux transmissions effectuées entre les familles. Pensez-vous qu'éventuellement — et vous pouvez vous référer dans une certaine mesure à ce qui se passe aux États-Unis — il nous faudrait faciliter la tâche, en plus de leur assurer une formation, de ces jeunes qui ne font pas partie du milieu agricole pour qu'ils s'installent? Vous avez parlé d'un encadrement supervisé, mais je pense surtout à l'aide qui devrait leur être apportée pour qu'ils puissent s'associer.

Ne faudrait-il pas un programme d'ensemble faisant appel à une législation fiscale, éventuellement, ou à des incitations, un partenariat, un encadrement supervisé? Comment voyez-vous la chose? Pouvez-vous aussi nous dire quelques mots de ce qui se passe selon vous aux États-Unis?

M. Mike Nowosad: Je vois bien l'intérêt de ce que vous nous dites en ce sens qu'il faut en quelque sorte que l'on établisse des liens. On peut toujours aller dans les centres urbains et sensibiliser les jeunes à l'agriculture. Mais ce n'est qu'une première étape. Il s'agit ensuite d'établir des liens pour leur permettre de quitter le centre-ville de Toronto, de Québec ou de Calgary afin de s'installer effectivement en tant qu'agriculteurs. Nous sommes donc tout à fait convaincus qu'il faut en quelque sorte établir des liens.

Je vous avoue franchement que je ne sais pas vraiment comment procéder dans la pratique. Agriculture Canada a bien sûr une base de données sur les agriculteurs et, à mesure qu'ils prennent de l'âge... Comme l'a indiqué un membre du comité, à partir du moment où il a trois ou quatre enfants qui ne vont pas être agriculteurs, que va devenir la ferme? On pourrait donc peut-être établir une base de données pour établir ces liens. Ashley nous a signalé qu'un jeune dans sa région s'était effectivement associé à une famille, qui allait lui transmettre sa ferme.

En ce qui concerne les États-Unis, je pense qu'ils font surtout du partenariat avec les différentes organisations pour effectuer cette sensibilisation. Lorsqu'ils ont mené leur projet scientifique, ils se sont associés à un certain nombre d'entreprises, de sorte que l'on a pu injecter suffisamment d'argent dans le système pour véritablement sensibiliser les jeunes à l'agriculture et à la science. C'est à mon avis quelque chose que nous devons faire.

Il faut bien voir cependant, en ce qui concerne le programme aux États-Unis, qu'il est en grande partie en train de perdre ses racines rurales, mais il n'en reste pas moins qu'à l'heure actuelle le programme des 4-H aux É.-U. est la plus grosse organisation au service des jeunes dans ce pays. Il est difficile de croire que l'organisation des scouts et des guides ne soit pas plus grosse que celle des 4-H. C'est pourtant le cas.

Il est intéressant de remarquer que lorsque vous étiez membre des 4-H vous faisiez probablement votre travail à l'intérieur du club... et je ne sais pas si cela durait tout au long de l'année, mais aux États-Unis, la façon dont on comptabilise la chose est assez spéciale, lorsqu'un club des 4-H est constitué, ce n'est que pour une durée bien précise, et elle est très limitée.

L'un des problèmes des 4-H et d'autres organisations de jeunes du Canada, c'est le manque de cadres dirigeants. Je vais vous donner un exemple. Lorsque nous nous sommes aperçus que nos effectifs diminuaient d'environ 2 p. 100 par an, nous avons institué un programme incitant les jeunes à se lancer et à entrer dans les 4-H. Cela s'est fait par voie de presse et aussi avec un peu de publicité à la radio. En moins d'un mois, notre site Internet a enregistré plus de 5 000 réponses provenant d'enfants de la communauté urbaine de Toronto qui voulaient entrer dans les 4-H. Nous avons eu 5 000 réponses et combien pensez-vous que nous avons admis de jeunes dans les 4-H? Aucun. Nous n'avions pas de cadres pour les accueillir.

• (1700)

L'hon. Mark Eyking: Sans vouloir vous interrompre, je voudrais seulement poursuivre votre raisonnement au sujet de la région de Toronto. La plupart des immigrants qui arrivent dans notre pays proviennent des campagnes...

M. Mike Nowosad: Effectivement.

L'hon. Mark Eyking: ... du Pakistan et de l'Inde. Par conséquent, ils aiment ou connaissent bien l'agriculture. Il semble que lorsqu'ils arrivent dans les centres urbains, je ne sais pas s'ils se retrouvent face à un mur ou s'ils n'imaginent pas qu'ils puissent faire de l'agriculture, mais ne faudrait-il pas que les 4-H jouent un plus grand rôle en allant

contacter les communautés ethniques, les jeunes et les enfants de ces familles? Je suis sûr que les parents aimeraient que leurs enfants s'impliquent d'une manière ou d'une autre dans l'agriculture et la production alimentaire, mais il semble qu'ils se sentent bloqués et qu'ils s'en désintéressent dès qu'ils sont installés dans ces centres urbains. Ne devrions-nous pas entrer davantage en contact avec ces communautés ethniques qui proviennent de milieux agricoles?

M. Mike Nowosad: Laissez-moi vous dire comment je conçois les centres urbains des 4-H. Nous progressons assez rapidement pour ce qui est des stratégies d'accès aux centres urbains des 4-H, mais de mon point de vue il faut que le Conseil des 4-H du Canada fasse de la publicité pour les 4-H sur son site Internet de toutes les manières possibles, dans les médias communautaires en hindi, en mandarin, dans toutes sortes de langues, parce que je suis d'accord avec vous pour dire qu'il y a un rapprochement à faire.

L'hon. Mark Eyking: C'est une bonne idée.

M. Mike Nowosad: Je vous remercie.

Le président: Merci.

Pour aller dans le sens de ce que vient de nous dire Mark, dans bien des pays qu'il vient de mentionner, 75 p. 100 ou plus du revenu disponible — et c'est le cas de nombre de pays en développement — est consacré à l'achat de produits alimentaires. Au Canada, ce chiffre tourne autour de 10 p. 100, et il est en baisse car il était d'environ 16 p. 100 il n'y a pas tant d'années.

Pensez-vous que c'est un facteur dans...? J'imagine que comparativement à nos salaires ici et à bien d'autres choses, alors qu'ils ne consacrent que 10 p. 100 à leur alimentation, ils se disent: « Pourquoi irais-je faire de l'agriculture lorsque je suis au Canada? Je ne dois consacrer que 10 p. 100 de mon revenu disponible à l'alimentation. »

Pensez-vous que cela ait cet effet?

• (1705)

M. Mike Nowosad: Je pense que cela peut avoir un certain effet. J'ai l'impression que lorsque les immigrants arrivent dans les centres urbains, ils restent entre eux. Ils ont de la difficulté à aller voir ce qui se passe au sein d'autres programmes typiquement canadiens.

Mais effectivement, ça pourrait être un facteur.

Le président: Je vous remercie.

Nous allons maintenant donner la parole à M. McColeman pendant cinq minutes.

M. Phil McColeman (Brant, PCC): Merci, monsieur le président.

Je tiens moi aussi à vous remercier d'être venus nous apporter toutes vos connaissances.

Je représente une circonscription rurale très mélangée qui compte une forte population autochtone, et je m'intéresse donc à cette question. L'un des projets de notre communauté — je me demande si l'un de vos clubs des 4-H a déjà participé à une telle initiative — fait appel à une éducatrice dont le nom est Jean Emmott. Son mari, Bill, est le président de l'Office de mise en marché du lait en Ontario. Elle administre un programme qu'elle a intitulé « Bite on Brant ». Elle fait venir huit cents élèves pendant trois jours sur le champ de foire de Burford, où elle organise une espèce d'exposition commerciale: des stands leur indiquant d'où viennent leurs aliments; comment ils sont produits, avec par exemple des emballages dressant la liste de tous les ingrédients d'une pizza; ce qui lui permet de sensibiliser les élèves.

C'est un projet qui a eu beaucoup de succès au fil des années et qui permet de sensibiliser les enfants de la ville dès le plus jeune âge. Je me demande si les 4-H ont déjà envisagé ce genre de modèle pour divulguer leurs connaissances. Avez-vous prévu ce genre de choses?

M. Mike Nowosad: Je vais laisser à Ken le soin de vous parler du travail de sensibilisation effectué par les 4-H dans les écoles.

Ken, pouvez-vous nous parler des programmes de promotion dans les écoles sur lesquels nous travaillons en association avec les provinces?

M. Ken Lancaster: Là encore, nous avons cherché à savoir où se rassemblaient les jeunes. De manière générale, c'est dans les écoles, et je pense qu'il y a là une chance pour les enfants. C'est un lieu d'enseignement, mais ils aiment aussi faire des expériences pratiques.

Mike a pris l'exemple de l'enseignement agricole à l'école. Il y a une composante nationale permettant de faire venir les 4-H dans ces écoles et de travailler sur les différents points en association avec les commissions scolaires. C'est pour nous la raison d'être de ce programme des 4-H et l'on fait par conséquent de l'enseignement agricole tout en faisant participer les enfants en leur indiquant ce qu'ils peuvent faire.

Il nous paraît de plus en plus logique d'intervenir dans les écoles.

M. Phil McColeman: Oui. Je vous présente simplement cela comme un modèle. Je peux bien sûr vous donner les coordonnées de Jean. C'était au départ un tout petit projet qui s'est transformé en un gros événement sur trois jours. La ville de Brantford compte un peu moins de 100 000 habitants, de sorte qu'il y a un grand nombre d'écoles élémentaires et secondaires dans notre région.

Le projet s'est étendu, et il a sensibilisé bien du monde. Au lieu d'aller dans les écoles, on fait venir les élèves de la ville, non pas dans une ferme, mais à une exposition. On y trouve une exploitation laitière et des producteurs d'œufs. Chacun des secteurs est représenté et tout est comme dans la réalité. Les enfants peuvent voir comment leurs aliments sont produits pour être ensuite transformés jusqu'à devenir des produits finis; ils assistent à toutes les étapes.

À cet égard, j'aimerais en savoir un peu plus sur les projets d'achat de produits locaux et sur ce que les 4-H ont pu faire par le passé et pensent faire à l'avenir dans ce domaine. Je pense que les marchés locaux qui se tiennent en fin de semaine offrent d'immenses possibilités. Dans notre localité, il y a un marché urbain organisé en fin de semaine, le vendredi et le samedi. Il a pris une grande importance et les gens y viennent.

Est-ce que les 4-H font à l'occasion la promotion de ces marchés pour venir parler aux consommateurs et promouvoir les projets d'achats locaux?

• (1710)

Mme Ashley Knapton: Dans mon club en particulier, nous avons visité les marchés organisés par les agriculteurs. Nous sommes allés dans les écoles et en différents lieux, non seulement pour sensibiliser les gens en matière d'alimentation mais aussi pour faire connaître les 4-H et amener davantage d'enfants à participer. Depuis que nous nous rendons dans de nombreuses foires avec nos veaux, nous nous efforçons au sein du club d'apprendre à parler à la population des villes. Ken vous l'a dit, on veut dans les villes pouvoir toucher les choses du doigt. Les gens nous demandent toujours dans les foires s'ils peuvent toucher les veaux. On leur montre donc comment on s'en occupe en leur apprenant d'où vient leur alimentation. Notre club fait véritablement son possible pour penser différemment.

M. Phil McColeman: Excellent.

J'aimerais enfin évoquer avec vous la question de la communauté autochtone. Chez moi, la bande des Six Nations of the Grand River a une population de 12 500 habitants. Il est tout à fait possible de mettre en culture de nouvelles fermes et d'amener les gens à l'agriculture. Traditionnellement, ce secteur n'est pas très fort sur les territoires des premières nations. Quels sont les projets qui vous paraissent devoir être utiles à l'avenir?

M. Mike Nowosad: En 2004, nous avons procédé à un sondage auprès des communautés autochtones. Nous avons interrogé 400 bandes, la population, les chefs, etc., en leur demandant s'ils étaient intéressés par la création de clubs des 4-H autochtones. On nous a répondu oui à 98 p. 100. Ce fut très positif et, par l'intermédiaire d'Agriculture et d'Agroalimentaire Canada, nous avons donc mis en place un programme pilote dans six provinces. Nous avons institué les 4-H au sein de la communauté autochtone. En 2008, le Conseil des 4-H de la Saskatchewan a été le seul à enregistrer une croissance au sein du pays, et c'était exclusivement dû au programme autochtone.

Les gouvernements provinciaux sont particulièrement intéressés à l'heure actuelle, notamment dans l'Ouest, et la Nouvelle-Écosse cherche de son côté à instituer des programmes autochtones des 4-H, mais deux problèmes se posent. Le premier obstacle sur la voie des 4-H autochtones est celui des coûts. Les membres autochtones des 4-H ont du mal à trouver les 50 \$ de leur inscription annuelle. Ça me paraît difficile à croire, mais c'est un fait. Le deuxième obstacle vient du fait qu'il est difficile traditionnellement de trouver des bénévoles dans la communauté autochtone. Il y a donc des coûts lorsqu'il faut engager du personnel spécialement affecté à cet effet. Dans chaque province, nous avons engagé dans le cadre de notre programme deux membres du personnel spécialement affectés à la clientèle des 4-H, pour former les jeunes adultes — il y a de nombreux jeunes parents au sein de la communauté autochtone — et leur apprendre le métier de cadre bénévole. C'est un travail qui va devoir toucher toute une génération.

Nous nous efforçons en ce moment de réinstituer le programme autochtone grâce à des crédits fédéraux, et ce sera en association avec Agriculture et Agroalimentaire Canada et le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Nous éprouvons quelques difficultés sur ce point pour trouver l'argent. Je ne peux pas en dire davantage, parce que c'est en ce moment entre les mains du ministère, mais je sais que nous avons des difficultés à obtenir l'argent d'AINC. Il est essentiel pour nous de pouvoir maintenir ce programme parce qu'il y a un marché pour les jeunes, qui doit leur permettre de faire des choses importantes devant orienter toute leur vie. Nous avons évidemment des contacts avec les organisations de jeunes, les scouts, les guides, l'Association nationale des centres d'amitié. J'aimerais voir un club des 4-H dans chacun des centres d'amitié des régions urbaines du Canada, parce qu'ils possèdent l'infrastructure nécessaire. Ils ont les bâtiments et toutes les installations, ce qui offre d'immenses possibilités.

M. Phil McColeman: J'aimerais simplement faire un petit commentaire, monsieur le président.

Le président: Allez-y, mais faites vite. Je suis vraiment généreux aujourd'hui, Phil.

M. Phil McColeman: Je suis un simple visiteur au sein de votre comité aujourd'hui, je remplace quelqu'un. Je tiens à encourager le comité à poursuivre dans cette voie, qui offre d'immenses possibilités. Je reprends vos commentaires, Mike, en soulignant tout ce que des programmes de ce genre peuvent apporter de positif aux communautés autochtones.

•(1715)

Le président: Merci, Phil.

Sur ce, je tiens à vous remercier tous une fois de plus d'être venus aujourd'hui pratiquement sans préavis. Je vous le répète, un certain nombre des membres de notre comité sont passés par les 4-H et nous savons que cette organisation est excellente. Je vous souhaite beaucoup de succès dans vos futures entreprises.

Merci d'être venus. Nous allons présenter un rapport, qui sera déposé je l'espère devant la Chambre avant que le Parlement ne cesse ses activités en juin. Votre témoignage sera largement pris en compte.

Merci encore d'être venus.

M. Mike Nowosad: Je vous remercie.

Avant que ne se termine la séance, j'invite une fois de plus le gouvernement du Canada à tirer parti du programme des 4-H. Nous

sommes associés à l'action du gouvernement par l'entremise d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Vous avez besoin de tous les jeunes pour que l'on puisse voir avec optimisme l'avenir de l'agriculture. N'oubliez pas de compter sur nous. Nous voulons nous associer plus étroitement à votre action.

Merci d'avoir écouté avec patience ce petit discours d'une minute.

Le président: Merci encore.

Le comité va lever la séance. Nous allons terminer notre tournée dans le pays, vous le savez, en nous rendant au Québec lundi et finalement à l'Î.-P.-É. jeudi.

La prochaine séance qui se tiendra ici aura lieu le 26 mai, parce que le lundi 24 est férié.

La séance est levée. Nous retrouverons la plupart des membres du comité dimanche ou lundi.

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5*

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5*

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>